

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41907]

16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 51 relatif aux mesures de déconfinement COVID-19, en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le secteur de l'économie sociale

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne.

Au-delà de l'impact sur la santé, cette crise sanitaire a également eu, - et continue d'avoir - un impact économique et social important, en Wallonie, qui touche, avant tout nos concitoyens les plus fragilisés. C'est pourquoi, il est essentiel, dans ce contexte de déconfinement, de prendre des mesures de reprise des activités visant à renouer avec une dynamique positive, constructive et transversale en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle. Il s'agit également de prendre en compte les dimensions d'égalité des chances et des droits des femmes, particulièrement représentées dans ces secteurs.

Les secteurs, dispositifs et services visés par le projet d'arrêté répondent à des besoins sociaux et sociétaux essentiels et/ou sont pourvoyeurs d'emplois, notamment pour des travailleur-euse-s fragilisé-e-s, lourdement impactés par la crise. Une série de mesures ont été prises pour amortir le choc de celle-ci, maintenir à l'emploi les travailleurs, soutenir les initiatives permettant de poursuivre l'offre de services à nos concitoyens et, afin de réduire les conséquences de la crise sanitaire et d'en limiter l'impact, autant que possible.

Il s'avère maintenant nécessaire d'accompagner la reprise ou la poursuite des activités qui devront être organisées dans le strict respect de la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité, qu'il s'agisse des règles de distanciation physique ou des mesures sanitaires recommandées par Sciensano dans le cadre du déconfinement.

Le présent projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux porte plusieurs mesures spécifiques concernant l'emploi et l'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, afin de soutenir la reprise des activités dans le cadre du déconfinement progressif.

Ces mesures visent à tenir compte des conséquences de la crise et de la relance partielle des activités sur les dispositifs d'aide à l'emploi et leur réglementation afin de les adapter temporairement à la situation exceptionnelle que nous rencontrons. Elles visent également à soutenir les services de proximité, d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, qui répondent à des besoins sociétaux des citoyens les plus fragilisés.

En vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

L'urgence des dispositions prises est justifiée par le fait que, malgré l'amélioration de la situation, il convient de maintenir le strict respect des mesures sanitaires; qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique; que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapides au niveau régional; que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière d'emploi et d'insertion, en ce compris dans le champ de l'économie sociale; qu'il est indispensable d'accompagner la reprise des activités des mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés par ces dispositifs; que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi et le maintien des prestations qui résultent de ces dispositifs; que les mesures envisagées impactent directement les bénéficiaires dont il convient d'assurer l'information; que tout retard met à mal l'atteinte des objectifs qu'elles poursuivent.

Il convient donc d'adopter cet arrêté de pouvoirs spéciaux dans les délais les plus brefs afin que les mesures qu'il contient sortent pleinement leurs effets et se conforment aux temporalités et aux modalités de déconfinement établies par le Conseil National de Sécurité.

Le projet d'arrêté est structuré en 6 Chapitres dont 3 sont subdivisés en différentes sections.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

L'article 1 reprend une disposition générale précisant que toute subvention prévue par le présent arrêté ne peut pas être supérieur aux coûts effectivement supportés par son bénéficiaire.

CHAPITRE II. — *Mesures en matière d'emploi**Section 1. — Dispositif d'aide à la promotion de l'emploi (A.PE.)*

L'article 2, alinéa 1^{er} suspend, entre le 1^{er} juin et le 30 septembre, l'obligation relative au maintien et à l'augmentation du volume global de l'emploi. Cette suspension a pour but d'éviter que les employeurs ne soient doublement sanctionnés en cas de diminution de leur nombre de travailleurs à la suite des conséquences de la crise sanitaire du COVID-19.

Les alinéa 2 et 3, respectivement pour les employeurs du secteur des pouvoirs locaux et du secteur non marchand, adaptent les modalités de vérification du respect du volume globale au regard de la suspension prévu par l'alinéa 1^{er}.

L'alinéa 4 permet aux employeurs (pouvoirs locaux) qui n'auraient pas pu respecter leur VGE malgré la suspension, en raison des effets à moyen terme de la crise sanitaire, de demander une dérogation ministérielle. Une telle possibilité existe déjà pour les employeurs relevant du secteur non-marchand.

L'article 3 suspend les délais impartis aux employeurs pour procéder à l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé à la suite de l'octroi d'une nouvelle décision de l'aide APE ou en cas de remplacement d'un travailleur ayant quitté l'entreprise. Cette disposition vise à éviter que l'employeur ne perde le bénéfice de sa décision lorsqu'il est amené à reporter l'engagement initialement prévu, en raison de la survenance de la crise sanitaire du COVID-19.

Cette suspension prend effet au 1^{er} mai 2020 afin d'éviter que des employeurs dont la décision arrivait à échéance au mois de mai soient exclus du bénéfice de la suspension.

L'article 4 permet de déroger, temporairement, à l'article 12 de l'arrêté APE et dans le respect du droit du travail, au respect des fonctions octroyées dans le cadre de l'aide A.P.E. afin de tenir compte de l'impact de la crise sanitaire sur les modalités organisationnelles de travail.

Section 2. — Aide SESAM

L'article 5 déroge à la prise en compte des décisions SESAM inactives (à savoir les décisions que l'employeur n'a pas utilisé, malgré l'octroi, et qu'il a donc perdu) dans le cadre de l'analyse d'une nouvelle demande d'aide introduite par l'employeur.

Les articles 6 et 7, comme les articles 3 et 4 pour l'APE, pour les mêmes périodes et pour les mêmes raisons, suspendent les obligations en matière de volume globale de l'emploi et les délais d'engagement

Section 3. — Aide à destination des groupes-cibles

L'article 8 assimile les demandeurs d'emploi actifs dans le secteur artistique à des demandeurs d'emploi de longue durée afin de leur permettre de bénéficier de l'aide Impulsion. L'objectif de cet article est de faciliter l'accès au dispositif pour une catégorie de travailleur particulièrement touchée par la crise et qui, en raison des caractéristiques de leurs prestations, répondent difficilement aux conditions d'accès.

Pourront bénéficier de l'assimilation, les travailleurs qui ont effectué, au cours de 4 trimestre précédant le trimestre d'engagement, des prestations déclarées sous le code ONSS 046.

L'assimilation s'étend jusqu'au 30 juin 2021 dès lors que la réorganisation du secteur artistique va devoir s'étendre dans la durée et que les restrictions qui s'imposent au secteur artistique n'ont actuellement toujours pas d'échéance claire. Les événements rassemblant un nombre important de personnes restent interdits et seront probablement encore impactés par la crise sanitaire durant une longue période, ce qui pénalise lourdement les artistes et, en particulier, les jeunes qui intègrent actuellement le secteur ou vont l'intégrer dans les prochains mois.

L'article 9 reprend le chômage temporaire parmi les causes de suspension de l'octroi de l'aide. Cela permet de suspendre l'écoulement de la durée pendant lequel le travailleur/demandeur d'emploi peut bénéficier de l'aide Impulsion. L'objectif de cette mesure est d'éviter la prise en compte des périodes de chômage temporaire dans le calcul de la durée maximale d'octroi alors que le travailleur ne bénéficie d'aucune allocation d'activation.

L'effet de la mesure est lié au maintien, par le fédéral, des possibilités de chômage temporaire COVID-19, lesquelles ont déjà été prolongées jusqu'au 31 août 2020. La mesure s'applique, au plus tard, jusqu'au 31 décembre de manière à couvrir une éventuelle prolongation des mesures de chômage temporaire par le fédéral.

*CHAPITRE III. — Mesures relatives aux services de proximité**Section 1. — Agences locales pour l'emploi (ALE)*

L'article 10 déroge à la règle selon laquelle les ALE doivent consacrer 25% de leurs recettes à la formation des travailleurs ALE et des chômeurs inscrits auprès de l'agence. Pour l'année 2020, 50% du montant dédicacé à la formation pourra être utilisé pour couvrir les dépenses sanitaires supportées par les ALE à la suite de la crise du COVID-19.

Cette disposition prend effet au 1^{er} janvier 2020 dès lors que les dépenses liées au matériel sanitaire peuvent être antérieures au 1^{er} juin 2020 et avoir été supportées, dès le mois de mars, voire précédemment si des mesures préventives avaient déjà été adoptées.

L'article 11 prévoit que les budgets non consommés de formation et qui sont, en conséquence, récupérés, seront réalloués aux agences locales qui ont supportés des frais supplémentaires en matière de formation au cours de l'année 2020.

Ces montants seront réalloués en 2021 de manière égale, proportionnellement aux dépenses supplémentaires et en fonction du nombre de demandes introduites par les ALE, selon la procédure fixée par l'article 12.

Section 2. — Titres-services

L'article 12 prévoit que les entreprises titres-services bénéficieront d'une subvention pour les travailleurs qu'ils ont maintenu à l'emploi malgré l'impossibilité d'effectuer leurs prestations dans le cadre du système des titres-services. Cette mesure vise à compenser les coûts de ce maintien à l'emploi alors que les entreprises ne bénéficient pas des recettes liées à leurs activités.

L'article 13 détermine la manière dont le montant de la subvention est calculé en tenant compte des contrats de travail des travailleurs, du nombre de titres-services émis au cours du mois et du montant de l'intervention régionale horaire qui est prévu, de manière dégressive, pour les mois de juin, juillet et août 2020. Cette mesure vise à protéger les travailleurs et à faciliter l'organisation du travail au sein de l'entreprise au regard de la reprise partielle et progressive des activités.

L'article 14 détermine la procédure à suivre pour bénéficier de cette intervention.

L'article 15 définit ce qu'il convient d'entendre par travailleur titres-services, en référence à la réglementation applicable.

CHAPITRE IV. — Mesures relatives aux Missions régionales pour l'emploi (MIRE)

L'article 16 prévoit l'octroi d'une subvention au bénéfice des MIRE visant à couvrir, d'une part, les coûts sanitaires, médicaux, paramédicaux et relatif à l'entretien des locaux résultant de la crise sanitaire et, d'autre part, l'achat d'équipement informatique visant à permettre la réalisation des prestations à distance.

Cette disposition prend effet au 1^{er} janvier 2020 dès lors que les dépenses liées au matériel sanitaire peuvent être antérieures au 1^{er} juin 2020 et avoir été supportées, dès le mois de mars, voir précédemment si des mesures préventives avaient déjà été adoptées.

L'article 17 précise la procédure applicable à l'octroi de cette subvention.

L'article 18 assouplit l'une des conditions relatives à la détermination du montant de la subvention dont bénéficie la MIRE et qui dépend du nombre de demandeurs d'emploi inséré accompagné par la MIRE qui se sont insérés sur le marché de l'emploi. L'article 19 permet de considérer que cette condition est remplie après 3 mois de prestation sous contrat de travail en lieu et place de 6 mois.

Cet article prend effet au 1^{er} janvier 2020 dès lors que la crise du COVID-19 a impacté les chances d'insertion des chercheurs d'emploi dès son apparition sur le territoire belge et donc précédemment à la date du 1^{er} juin 2020.

CHAPITRE V. — *Economie sociale**Section 1. — Mesure relative aux entreprises d'insertion*

L'article 19 a pour objectif de tenir compte des conséquences de l'éventuel maintien ou de la suspension des contrats de travail des travailleurs défavorisés et gravement défavorisés des entreprises d'insertion. La réglementation prévoit le montant maximal de l'intensité de l'aide dont peuvent bénéficier les entreprises d'insertion en référence à une période. L'article 20 permet d'étendre cette période et de ne pas prendre en compte dans le calcul de cette intensité les mois de juin à septembre 2020.

L'article 20 modalise les règles de preuve relatives à l'affectation de la subvention à l'allongement de la période visée à l'article 20.

Section 6. — Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale (I.D.E.S.S.)

L'article 21 permet aux IDESS d'étendre leurs activités relatives au transport social des personnes à celui des biens dans le cas où ce transport de bien vise à réaliser les courses ou le transport du linge des bénéficiaires des services de l'IDESS. Cela a pour objectif d'apporter une aide aux bénéficiaires des I.D.E.S.S. et de leur éviter des trajets non indispensables. Cette extension est valable entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 2020.

L'article 22 a pour objectif d'immuniser les subventions des IDESS pour les mois de juin à août 2020, inclus, dès lors que le montant de celles-ci sera impacté par la crise alors que les coûts supportés sont restés identiques.

Dès lors que le calcul s'effectue sur base annuelle, il aura un effet sur toute l'année 2020.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

L'article 23 prévoit l'entrée en vigueur de l'arrêté au 1^{er} juin 2020, à l'exception des articles 3 et 7 qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2020 et des articles 10, 16, 18 et 22 qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

La rétroactivité a pour objectif d'assurer la cohérence entre l'entrée en vigueur de l'arrêté et la temporalité des effets de ses articles.

Cette rétroactivité permet de répondre aux besoins liés au déconfinement et résultant de la crise du COVID-19 ainsi que des différents moments auxquels ses effets se sont fait ressentir. La rétroactivité est indispensable afin d'assurer l'atteinte par l'arrêté des objectifs qui lui sont assignés.

En outre, cette rétroactivité ne préjudicie pas au droit des tiers et leur est, au contraire, favorable.

L'article 24 charge la Ministre de l'emploi de l'exécution du présent arrêté.

Avis du Conseil d'Etat n° 67.537/4 du 11 juin 2020**Section de législation**

Le 4 juin 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'de pouvoirs spéciaux n°... du ... relatif aux mesures de déconfinement COVID-19, en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le secteur de l'économie sociale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 juin 2020. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'État, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique Schmitz, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 juin 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée comme suit :

Considérant que les conséquences directes et indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapides au niveau régional;

Considérant que la période de confinement a mis en péril les secteurs et les dispositifs en matière d'emploi, de formation professionnelle, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer;

Considérant les conséquences à moyen terme de la crise du COVID-19 et l'impact des mesures de sécurité toujours applicables dans les dispositifs précités;

Considérant qu'il convient dès lors d'accompagner la reprise des activités, dans le cadre du déconfinement, des mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés par les dispositifs précités;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans l'adoption de ces mesures est de nature à mettre mal la reprise des activités dans le cadre du déconfinement ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations préalables

1. Il résulte de l'article 5 du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19' que « [l]'habilitation conférée au Gouvernement par le présent décret est valable trois mois à dater de son entrée en vigueur » (alinéa 1^{er}) et que « [l]e délai fixé à l'alinéa 1^{er} est prorogeable une fois pour une durée équivalente » (alinéa 2).

En application de l'article 6 de ce décret, l'entrée en vigueur a eu lieu le 18 mars 2020.

Eu égard à la date à laquelle l'avis de la section de législation est donné, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur la circonstance que celui-ci ne peut être adopté que si le Gouvernement dispose toujours des pouvoirs spéciaux.

À défaut, le texte en projet ne dispose pas de fondement juridique (1).

2. Conformément à l'article 3, § 2, du décret du 17 mars 2020, l'arrêté en projet sera communiqué au bureau du Parlement avant sa publication au *Moniteur belge*.

Observation générale

Selon le projet d'arrêté, le régime mis en place prend comme date de référence pour les dispositifs dérogatoires qu'il consacre le 31 décembre 2020 (articles 10, 11 et 22), le 30 juin 2021 (article 9) ou le 1^{er} juillet 2021 (article 12).

Compte tenu des explications qui figurent dans le préambule du projet d'arrêté ainsi que dans la note au Gouvernement wallon, ce régime peut, dans son principe, être considéré comme faisant partie des mesures que le gouvernement est habilité à prendre sur la base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020, à savoir « toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

Il est toutefois permis de se demander si l'échéance du 31 décembre 2020, et à fortiori celles du 30 juin 2021 ou du 1^{er} juillet 2021, ne sont pas trop éloignées pour pouvoir être considérées comme objectivement et raisonnablement justifiées au regard des limites – celles du « cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences » – auxquelles l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu'il attribue au Gouvernement. Certes, il n'est actuellement pas possible de déterminer avec certitude le moment auquel prendra fin l'application des mesures de limitation de la propagation du COVID-19 en ce compris la fin des mesures de déconfinement mais une date plus approchée pourrait néanmoins être envisagée au regard de l'objectif pré-rappelé.

Le projet d'arrêté doit pouvoir être justifié sur ce point. À défaut il sera revu (2).

Observations particulières

Préambule

1. Dans le préambule d'un arrêté, les premières dispositions qui doivent être visées sont celles qui procurent un fondement juridique à celui-ci. Aussi, le décret du 17 mars 2020 doit constituer l'alinéa 1^{er} du préambule.

2. L'alinéa 1^{er} sera omis en ce qu'il vise l'article 39 de la Constitution.

Dispositif

Article 1^{er}

Aucune disposition ne prévoit qu'un arrêté pris par la Région wallonne dans les matières régionales doit contenir la mention énoncée sous l'article 1^{er}. En conséquence, cette disposition – qui, en outre, fait par erreur mention du « présent décret » – doit être omise.

Article 5

Interrogé sur l'article 5, le délégué de la Ministre a précisé ce qui suit :

« L'article 5 du projet d'arrêté qui prévoit la possibilité de déroger aux fonctions octroyées par dérogation à l'article 12 de l'arrêté APE du 19 décembre 2002 : cet article 12 prévoit que l'employeur peut solliciter la modification de sa décision d'octroi de l'aide APE. Les décisions d'octroi de l'aide APE indiquent les fonctions octroyées à l'employeur et qu'il est tenu de respecter. L'objectif de l'article 5 du projet d'arrêté est de permettre à l'employeur de modifier temporairement les fonctions exercées par son travailleur. En temps normal, la modification des fonctions doit faire l'objet d'une demande, conformément à l'article 12 dès lors qu'elle a un impact sur la décision d'octroi. Il nous semble dès lors que la possibilité de modifier temporairement les fonctions, sans en faire la demande, constitue une dérogation à l'article 12 de l'arrêté APE du 19 décembre 2002 ».

L'article 5 est formulé en ce sens qu'il doit s'appliquer « sans préjudice des règles applicables en matière de droit de travail ».

Il ressort du commentaire que

« [l']article 5 permet de déroger, temporairement et dans le respect du droit du travail, au respect des fonctions octroyées dans le cadre de l'aide A.P.E. afin de tenir compte de l'impact de la crise sanitaire sur les modalités organisationnelles de travail et favoriser le maintien à l'emploi des travailleurs ».

Enfin, il prolonge, à partir du 1^{er} juin 2020, une mesure identique à celle prévue depuis le 1^{er} mars 2020 par l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 2020 de pouvoirs spéciaux n° 11 'relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale'.

Par conséquent, on peut considérer que l'article 5 du projet tend à déroger à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 'portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emplois inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et d'autres dispositions légales'.

Le rapport au Gouvernement sera complété par ces précisions.

Article 10

L'alinéa 1^{er} se présente comme une dérogation à l'article 10 du décret du 2 février 2017 'relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles'.

Il s'agit d'une cause supplémentaire de suspension de l'octroi de l'aide à celles prévues dans cette disposition et non d'une dérogation.

L'article 10 sera revu en conséquence.

Article 12

L'alinéa 4 prévoit « qu'en fonction du nombre de demandes, le FOREM répartit de manière égale le financement entre les agences qui justifient leurs dépenses dans le délai imparti visé à l'alinéa 3 ».

Le mode de répartition n'est pas clair en ce qu'il ne précise pas si la répartition « égale » du financement doit être réalisée en proportion du montant des dépenses et/ou en fonction du nombre d'agences ayant fait appel au mécanisme.

L'article 12 sera précisé sur ce point.

Article 15

Il y a lieu de définir la notion de « jours ouvrables » qui est utilisée à l'alinéa 2.

Article 16

Il y a lieu de remplacer les mots « au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services » par les mots « au sens de l'article 7bis de la loi du 20 juillet 2001 ».

Article 19

L'article 19 gagnerait à être complété afin de préciser qu'il déroge à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du 27 mai 2009 'portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi' qui définit la notion d'« emploi durable et de qualité » à laquelle il est dérogé.

Article 20

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'omettre après les mots « l'intensité de l'aide » les mots «, visée à l'article 19 du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion » car ils font double emploi avec le début de l'article qui tend à déroger à l'article 20 de ce même décret et qui constitue la disposition qui fixe les conditions de l'intensité de l'aide.

2. L'alinéa 2 est rédigé afin de ne pas prendre en compte, dans le calcul de l'intensité, les mois « de mars à août 2020 ».

Le commentaire de l'article 20 doit être revu en ce qu'il indique comme période les mois « de juin à septembre 2020 ».

Article 22

Il ressort du commentaire de l'article 22 que le transport social peut comprendre, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 décembre 2020, le transport de biens au profit des bénéficiaires visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret du 14 décembre 2006 'relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé « I.D.E.S.S. »' et plus spécifiquement les courses et le transport de linge.

Afin de faire correspondre cette extension de la notion de « transport social » avec le fondement juridique du texte en projet et d'éviter qu'il puisse être compris comme couvrant le transport d'autres types de biens, l'article 22 sera complété en déterminant le type de transport de biens envisagé.

Article 23

Contrairement au dispositif qui exclut les mois « de mars à août 2020 », le commentaire de l'article 23 indique qu'il a pour objectif d'immuniser les subventions des IDESS « pour les mois de juin à juillet ».

Il y a lieu de lever cette contradiction.

Article 24

L'article 24 prévoit une entrée en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Plusieurs dispositions ont cependant une portée rétroactive en ce qu'elles produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2020 (articles 11 et 17 à 19), au 1^{er} mars 2020 (articles 20 et 21), au 1^{er} mai 2020 (articles 4 et 8) ou au 1^{er} juin 2020 (articles 3, 5, 7, 9, 10, 13 à 16, et 22).

Ainsi que l'a rappelé la section de législation dans son avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 (3),

« la rétroactivité ne peut se justifier que lorsqu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général (4). S'il s'avère en outre que la rétroactivité a pour but d'influencer dans un sens déterminé l'issue d'une procédure judiciaire ou d'empêcher les juridictions de se prononcer sur une question de droit bien déterminée, la nature du principe en cause exige que des circonstances exceptionnelles ou des motifs impérieux d'intérêt général justifient l'intervention du législateur, laquelle porte atteinte, au préjudice d'une catégorie de citoyens, aux garanties juridictionnelles offertes à tous (5) ».

Le rapport au Gouvernement doit contenir les justifications adéquates relatives à la rétroactivité des dispositions en projet.

À cet égard, il serait utile d'y faire mention des mesures similaires qui ont été prises notamment dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 2020 de pouvoirs spéciaux n° 11 'relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale', pour la période du 1^{er} mars 2020 au 31 mai 2020 (6), et qui sont réitérées par le texte en projet à partir du 1^{er} juin 2020.

Le Greffier,
Anne-Catherine Van Geersdaele

Le Président,
Martine Baguet

Notes

1 Et sauf à considérer que le Gouvernement dispose d'habilitations ordinaires pour l'ensemble des dispositions en projet et a accompli l'ensemble des formalités préalables.

2 Voir, dans le même sens, l'avis n° 67.526/4, donné le 9 juin 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux 'n° XX organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'environnement'.

3 Avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 sur la proposition devenue la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I et II)', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67142.pdf>.

4 Note de bas de page n° 22 de l'avis cité : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, voir notamment : C.C., 21 novembre 2013, n° 158/2013, B.24.2; C.C., 19 décembre 2013, n° 172/2013, B.22; C.C., 29 janvier 2014, n° 18/2014, B.10; C.C., 9 octobre 2014, n° 146/2014, B.10.1; C.C., 22 janvier 2015, n° 1/2015, B.4; C.C., 7 mai 2015, n° 54/2015, B.12; C.C., 14 janvier 2016, n° 3/2016, B.22; C.C., 3 février 2016, n° 16/2016, B.12.1; C.C., 28 avril 2016, n° 58/2016, B.9.2; C.C., 9 février 2017, n° 15/2017, B.9.2.

5 Note de bas de page n° 23 de l'avis cité : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle. Voir, par ex. : C.C., 21 novembre 2013, n° 158/2013, B.24.2; C.C., 9 octobre 2014, n° 146/2014, B.10.1; C.C., 28 mai 2015, n° 77/2015, B.4.1; C.C., 24 mars 2016, n° 48/2016, B.6; C.C., 6 octobre 2016, n° 126/2016, B.7.3.

6 Voir les articles 33, 34, 36, 19, 1^{er}, §§ 1^{er}, 2 et 5, à mettre en rapport avec, respectivement, les articles 3, 5, 7, 10, 20, 21 et 23 du projet.

16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 51 relatif aux mesures de déconfinement COVID-19, en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le secteur de l'économie sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 1^{er}, § 1^{er};

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement;

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé « I.D.E.S.S. »;

Vu le décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion;

Vu le décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles;

Vu le décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et d'autres dispositions légales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juin 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juin 2020;

Vu le rapport du 3 juin 2020, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 67.537/4 du Conseil d'État, donné le 11 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant l'évolution de l'épidémie de COVID-19 et les décisions du conseil national du travail relatives aux différentes périodes de déconfinement;

Considérant que malgré l'amélioration de la situation, il convient de maintenir le strict respect des mesures sanitaires;

Considérant que les conséquences directes et indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapides au niveau régional;

Considérant que la période de confinement a mis en péril les secteurs et les dispositifs en matière d'emploi, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer;

Considérant les conséquences à moyen terme de la crise du COVID-19 et l'impact des mesures de sécurité toujours applicables dans les dispositifs précités;

Considérant qu'il convient dès lors d'accompagner la reprise des activités, dans le cadre du déconfinement, des mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés par les dispositifs précités;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans l'adoption de ces mesures est de nature à mettre mal la reprise des activités dans le cadre du déconfinement;

Considérant, au regard des effets économiques de la crise, qu'il convient de suspendre les obligations applicables aux employeurs bénéficiaires des aides APE et SESAM en termes de maintien et d'augmentation du volume global de l'emploi afin d'éviter que ces employeurs ne soient doublement sanctionnés en cas de diminution de leur nombre de travailleurs à la suite des conséquences de la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant qu'il convient, en outre, de prolonger les délais d'engagement impartis aux employeurs pour l'engagement ou le remplacement d'un demandeur d'emploi pour lequel ils bénéficient d'une décision d'octroi de l'aide APE ou SESAM afin d'éviter qu'ils n'en perdent le bénéfice lorsqu'ils sont amenés à reporter l'engagement initialement prévu, en raison de la survenance de la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant, vu l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 sur les modalités organisationnelles de travail des employeurs bénéficiant d'une décision d'octroi de l'aide APE, notamment en termes de travail et d'activités, qu'il convient de permettre de déroger, temporairement et dans le respect du droit du travail, au respect des fonctions octroyées pour lesquelles l'aide APE est prévue;

Considérant qu'il convient de neutraliser l'impact, sur une demande introduite ultérieurement par employeur, de l'absence d'engagement d'un demandeur d'emploi, malgré l'existence d'une décision d'octroi de l'aide SESAM, en raison des conséquences économiques de la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant, afin de ne pas pénaliser les travailleurs, qu'il convient de neutraliser les périodes de chômage temporaire dans le cadre de la comptabilisation de la durée d'octroi de l'activation des allocations dont peuvent bénéficier les travailleurs dans le cadre de l'aide Impulsion;

Considérant, vu l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 sur les travailleurs du secteur artistique, qu'il convient de leur faciliter l'accès au dispositif « Impulsion 12 mois + », au regard des caractéristiques des prestations effectuées par les travailleurs de ce secteur;

Considérant que, dès lors que la crise sanitaire impacte les agences locales pour l'emploi (ALE) et engendre des coûts supplémentaires dans la réalisation de leurs activités, notamment afin d'assurer la sécurité sanitaire de leurs travailleurs, il convient de permettre aux ALE d'utiliser 50% des recettes ALE, dévolues à la formation, à la prise en charge de l'équipement sanitaire de leurs travailleurs et de leurs prestataires ALE;

Considérant que, pour néanmoins favoriser la réalisation de formations au bénéfice des travailleurs et des chômeurs inscrits à l'ALE, il convient de mutualiser au FOREM les budgets de formation, non consommés par les ALE d'ici fin 2020, et de les réallouer aux ALE ayant supporté des dépenses supplémentaires en matière de formation;

Considérant que, afin d'assurer le maintien à l'emploi des travailleurs titres-services dans le régime de travail habituel, ce qui est, en outre, de nature à faciliter l'organisation du redémarrage progressif des activités, il convient de compenser, via une prise en charge dégressive, le manque à gagner pour l'entreprise, lié à la non-perception de la quote-part utilisateur;

Considérant que, afin d'assurer la sécurité sanitaire des travailleurs et usagers des services offerts par les missions régionales pour l'emploi, il convient de compenser les coûts supplémentaires nécessaires à la fourniture des équipements sanitaires;

Considérant que, afin de soutenir les prestations à distance, mises en place pendant la période de confinement, et d'en assurer le développement, il convient d'apporter une aide aux missions régionales pour l'emploi, dans la prise en charge de l'équipement informatique;

Considérant la crise du COVID-19, ses effets économiques sur l'emploi, durant la période de confinement et de déconfinement, et ses conséquences sur les chances d'insertion, notamment dans la durée, des bénéficiaires accompagnés par les missions régionales pour l'emploi;

Considérant l'impact de la crise du COVID-19 sur les travailleurs des entreprises d'insertion, au regard de la particularité des règles applicables aux subventions accordées pour l'engagement de travailleurs défavorisés et gravement défavorisés;

Considérant l'impact de la crise sur les recettes des I.D.E.S.S. alors que leurs charges restent identiques;

Considérant les difficultés des bénéficiaires des services des I.D.E.S.S. dans leurs déplacements et les risques auxquels ceux-ci, au regard de leur âge ou de leur handicap ou de leur fragilité socio-économique, s'exposent pour faire des courses alimentaires ou aller chercher leur linge dans le cadre des services de blanchisserie sociale;

Considérant que les mesures s'appliquent à partir du 1^{er} juin 2020 et, pour certaines, soit à partir du 1^{er} janvier 2020 soit à partir du 1^{er} mai 2020, qu'il convient dès lors que l'arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2020, et, pour les articles 10, 16, 18 et 22, au 1^{er} janvier 2020, et, pour les articles 3 et 7, au 1^{er} mai 2020;

Considérant que cette entrée en vigueur vise à assurer le plein effet des mesures et l'atteinte des objectifs qui leur sont assignés;

Considérant que cette rétroactivité ne porte pas atteinte aux droits des tiers et, au contraire, leur est favorable

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi, en charge de l'économie sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et pour chacune des dispositions prises en matière de subventionnement, le montant de la subvention ne peut pas être supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire, pour ce qui est subventionné.

CHAPITRE II. — Mesures relatives à l'emploi

Section 1. — Dispositif d'Aide à la promotion de l'emploi

Art. 2. Les obligations, visées aux articles 2, § 3, alinéa 1^{er}, et 3, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement, sont suspendues entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 septembre 2020.

Par dérogation à l'article 16, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et d'autres dispositions légales, le calcul de l'augmentation nette du volume global de l'emploi, effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision, se limite aux périodes qui ne situent pas entre le 1^{er} juin 2020 et 30 septembre 2020.

Par dérogation à l'article 21, alinéa 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et d'autres dispositions légales, le calcul du maintien du volume global de l'emploi, effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision, se limite à la comparaison de l'effectif de référence à la moyenne des travailleurs, exprimée en équivalents temps plein, occupés pendant les quatre trimestres précédant la date d'anniversaire de la décision, à l'exclusion de la période située entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 septembre 2020.

Si l'employeur en fait la demande motivée, le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions peut déroger à la condition visée à l'article 2, § 3, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement, lorsque le calcul du volume global de l'emploi inclut, en tout ou partie, la période située entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 septembre 2020, à condition que la diminution du volume global de l'emploi soit due aux conséquences économiques de l'épidémie du COVID-19.

Art. 3. Les délais de six mois visés aux articles 24 et 31 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement sont suspendus entre le 1^{er} mai 2020 et le 30 septembre 2020.

Art. 4. Par dérogation à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et d'autres dispositions légales et sans préjudice des règles applicables en matière de droit du travail, l'obligation de respecter les fonctions octroyées à l'employeur, telles que prévues dans la décision d'octroi de l'A.P.E., est suspendue entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 septembre 2020.

Section 2. — Dispositif SESAM

Art. 5. Par dérogation à l'article 8, alinéa 3, du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises, la décision d'octroi pour laquelle l'entreprise n'a pas engagé un demandeur d'emploi inoccupé dans les délais impartis, permettant d'obtenir la liquidation de la subvention, n'est pas prise en compte pour l'application de l'article 8, alinéa 2, du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises lorsque les délais impartis sont arrivés à échéance entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 décembre 2020.

Art. 6. Les obligations visées à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o, du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises, sont suspendues entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 septembre 2020.

Art. 7. Les délais de six mois, visés à l'article 13, §§ 1^{er} et 2, du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises, sont suspendus entre le 1^{er} mai 2020 et le 30 septembre 2020.

Section 3. — Dispositif d'aide à destination des groupes-cibles

Art. 8. Pour l'application du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles, est assimilé à un demandeur d'emploi de longue durée au sens de l'article 4 du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles, entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 juin 2021, le demandeur d'emploi qui a effectué des prestations de travail en tant qu'artiste au cours des quatre trimestres précédant le trimestre de son engagement.

Par demandeur d'emploi qui a effectué des prestations de travail en tant qu'artiste, on entend toute personne inscrite, à la veille de son engagement, en tant que demandeur d'emploi inoccupé auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le FOREM, et qui a effectué des prestations de travail déclarées auprès de l'Office National de Sécurité Sociale sous le code « 046 ».

Art. 9. En complément des causes de suspensions visées à l'article 10 du même décret, l'octroi de l'allocation de travail, visée aux articles 3 et 4 du même décret, est suspendu lorsque le travailleur engagé est mis en chômage temporaire au cours de la période située entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 décembre 2020.

La suspension est automatiquement levée dès la fin de la période de chômage temporaire et, au plus tard, le 31 décembre 2020.

CHAPITRE III. — Mesures relatives aux services de proximité

Section 1. — Dispositif des Agences locales pour l'Emploi

Art. 10. Par dérogation à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, cinquante pour cent maximum du montant devant servir à financer les formations au profit des chômeurs inscrits à l'Agence locale pour l'Emploi, ci-après dénommée ALE, peuvent être utilisés pour l'achat d'équipements et de produits paramédicaux, médicaux et sanitaires visant la protection du personnel de l'ALE, en ce compris les agents détachés du FOREM et les travailleurs effectuant des prestations de travail dans le cadre d'un contrat de travail ALE.

L'alinéa 1^{er} s'applique exclusivement aux recettes pour lesquelles l'ALE doit avoir rempli son obligation, fixée à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2^o, au 31 décembre 2020 au plus tard et à condition que les achats, visés à l'alinéa 1^{er}, soient effectués durant la période qui s'étend du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Art. 11. Par dérogation à l'article 79, § 9, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, le solde non utilisé du montant devant servir à financer les formations au profit des chômeurs inscrits à l'agence, pour les recettes pour lesquelles l'ALE doit avoir rempli son obligation, fixée à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2^o, au plus tard le 31 décembre 2020, est versé au FOREM.

Le FOREM consacre les montants, constitués par la somme des soldes non utilisés visés à l'alinéa 1^{er}, au financement des dépenses de formation des travailleurs ALE et chômeurs inscrits à l'ALE, supérieures à vingt-cinq pour cent des recettes pour lesquelles l'ALE doit avoir rempli son obligation, fixée à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, au 31 décembre 2020 au plus tard, sans préjudice de l'article 10, alinéa 1^{er}.

L'ALE qui souhaite bénéficier du financement, visé à l'alinéa 2, adresse, avant le 1^{er} juillet 2021, au plus tard, une demande au FOREM et remet les pièces justificatives des dépenses supplémentaires de formation exposées pendant l'année 2020.

En fonction du nombre d'ALE ayant introduit une demande et proportionnellement au montant de leurs dépenses supplémentaires, le FOREM répartit de manière égale le financement entre les agences qui justifient leurs dépenses dans le délai imparti visé à l'alinéa 3.

Le financement attribué à l'agence ne peut en aucun cas dépasser les coûts de formation effectivement supportés.

Section 2. — Dispositif des titres-services

Art. 12. La Région wallonne octroie une subvention à l'entreprise agréée, visée à l'article 2, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, pour les mois de juin, juillet et août 2020, afin de couvrir, en tout ou en partie, la rémunération, en ce compris les cotisations y relatives, des travailleurs titres-services de l'entreprise agréée par la Région wallonne, qui a été effectivement supportée par cette dernière au cours des mois concernés, ainsi que les autres dépenses résultant de l'activité titres-services.

Art. 13. Le montant mensuel de la subvention, visée à l'article 12, est égal à $(a - b) \times c$ où :

1^o « a » est égal au nombre d'heures rémunérées par l'entreprise agréée, au cours du mois concerné, pour l'ensemble de ses travailleurs titres-services;

2^o « b » est égal au nombre de titres-services correspondant à des prestations réalisées par les travailleurs de l'entreprise agréée, au cours du mois concerné;

3^o « c » est égal à 16,86 euros pour le mois juin, à 15,86 euros pour le mois de juillet et à 14,86 pour le mois d'août.

Le nombre d'heures pour lesquelles l'entreprise agréée perçoit une subvention au cours du mois concerné, pour chaque travailleur titres-services, ne peut pas être supérieur au nombre d'heures effectivement rémunérées ni au nombre le plus avantageux entre :

1° soit, le nombre d'heures prévues par le contrat de travail du travailleur titres-services, en ce compris les avenants, d'application au cours de la semaine du 9 mars 2020, divisé par sept et multiplié par le nombre de jours du mois pour lequel l'entreprise introduit sa demande de subvention;

2° soit, au nombre d'heures rémunérées du travailleur titres-services au cours du mois le plus favorable pour lui de l'année 2019.

Art. 14. Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 12, l'entreprise agréée communique à l'entreprise émettrice de titres-services pour la Région wallonne, au plus tard dans les trente jours qui suivent la fin du mois concerné, le nombre d'heures rémunérées pour chaque travailleur titre-service.

La subvention, calculée conformément à l'article 13, est versée par l'entreprise émettrice de titres-services pour la Région wallonne dans les dix jours après la communication visée à l'alinéa 1^{er}.

Si le nombre d'heures rémunérées, communiqué par l'entreprise agréée conformément à l'alinéa 1^{er}, est supérieur aux limites fixées par l'article 13, alinéa 2, la différence qui en résulte dans le calcul de la subvention est récupérée par le FOREM par toute voie de droit.

Art. 15. Par travailleur titres-services, au sens des articles 12, 13 et 14, l'on entend le travailleur sous contrat de travail titres-services, au sens de l'article 7bis de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emploi de proximité, et pour les prestations qu'il effectue en Région wallonne.

CHAPITRE IV. — Mesures relatives aux Missions régionales pour l'emploi

Art. 16. Il est octroyé aux missions régionales pour l'emploi, agréées en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi :

1° une subvention égale au nombre d'équivalents temps plein occupés par la mission régionale pour l'emploi, multiplié par 350 euros, destinée à couvrir l'achat d'équipements et de produits paramédicaux, médicaux et sanitaires, ainsi que le coût de l'entretien sanitaire des locaux pris en charge par la Mission régionale pour l'emploi entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020;

2° une subvention exceptionnelle unique de 5000 euros visant à couvrir l'achat d'équipement et matériel informatique permettant de réaliser à distance les activités de la Mission régionale pour l'emploi.

Art. 17. Les subventions, visées à l'article 16, sont liquidées par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi sur la base d'une déclaration de créance envoyée par la mission régionale pour l'emploi.

La mission régionale pour l'emploi fournit, au moment de l'envoi du rapport d'activité, visé à l'article 14 de l'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, les pièces justificatives relatives aux dépenses visées à l'article 16.

Les dépenses visées à l'article 16, 2°, sont réputées amorties sur l'année 2020.

L'aide indûment liquidée est récupérée par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, par toute voie de droit, en ce compris la compensation.

Art. 18. Pour l'application de l'article 16, alinéa 6, de l'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, et par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté, pour la subvention relative à l'année 2020, est considéré comme inséré dans l'emploi, le bénéficiaire qui a exercé une activité professionnelle dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail pour une durée totale d'au moins trois mois dans les douze mois qui suivent la signature du premier contrat de travail et excluant les emplois tremplins et de transition.

CHAPITRE V. — Mesures relatives à l'économie sociale

Section 1. — Entreprise d'insertion

Art. 19. Par dérogation à l'article 20 du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion et à l'article 18, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, l'intensité de l'aide ne peut pas excéder cinquante pour cent des coûts salariaux sur une période maximale de dix-huit mois, à compter de l'embauche d'un travailleur défavorisé, ou sur une période maximale de trente mois, à compter de l'embauche d'un travailleur gravement défavorisé, lorsque les mois de juin 2020 à septembre 2020 inclus sont compris, en tout ou en partie, dans ces périodes maximales.

Les mois de juin 2020 à septembre 2020 ne sont pas pris en compte pour déterminer dans les coûts salariaux visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 20. Par dérogation à l'article 18, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, les preuves de l'affectation de cent pour cent de la subvention, visée à l'article 19 du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, correspondent au paiement du coût salarial sur une période de dix-huit mois à dater de la date d'engagement d'un travailleur défavorisé et sur une période trente mois pour un travailleur gravement défavorisé, lorsque les mois de mars à août 2020 sont compris, en tout ou en partie, dans ces périodes.

Section 2. — Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale

Art. 21. Pour l'application de l'article 2 du décret 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé : « I.D.E.S.S. » le transport social comprend, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 décembre 2020, le transport de biens au profit des bénéficiaires visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, du décret 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé : « I.D.E.S.S. ».

Le transport de biens, visé à l'alinéa 1^{er}, comprend le transport, au profit des bénéficiaires, de biens alimentaires et de première nécessité, ainsi que le transport du linge.

Art. 22. Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : « I.D.E.S.S. » le montant de la subvention relative à l'année 2020, visée à l'article 11, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 3 et 4, du même arrêté, est calculé sur la base de l'année 2020, hors les mois de juin 2020 à août 2020, inclus, divisé par deux et multiplié par quatre si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2020.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2020, à l'exception :

1° des articles 3 et 7 qui produisent leurs effets le 1^{er} mai 2020;

2° des articles 10, 16, 18 et 22 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 24. Le Ministre qui a l'emploi, la formation et l'économie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action Sociale, de l'Egalité des Chances
et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/41907]

16. JUNI 2020 — Sondervollmächtenerslass der Wallonischen Regierung Nr. 51 über die Lockerung der COVID-19-Ausgangsbeschränkungen im Bereich Beschäftigung und sozial-berufliche Eingliederung, einschließlich im Sozialwirtschaftssektor

BERICHT AN DIE REGIERUNG

Die außergewöhnliche Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem COVID-19, die Belgien derzeit erlebt, sowie die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung ist in der Lage, jede Form von Aktivitäten auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen.

Über die Auswirkungen auf die Gesundheit hinaus hatte und hat diese Gesundheitskrise auch erhebliche wirtschaftliche und soziale Auswirkungen in der Wallonie, von denen vor allem unsere sozial schwächsten Mitbürger betroffen sind. Deshalb ist es in diesem Kontext der Lockerung der Ausgangsbeschränkungen unerlässlich, Maßnahmen zur Wiederaufnahme von Aktivitäten zu ergreifen, die auf die Wiederherstellung einer positiven, konstruktiven und bereichsübergreifenden Dynamik im Bereich der Beschäftigung und der sozial-beruflichen Eingliederung abzielen. Auch die Chancengleichheit und die Rechte der Frauen müssen berücksichtigt werden, da Frauen in diesen Bereichen besonders stark vertreten sind.

Die in dem Erlassentwurf aufgeführten Sektoren, Regelungen und Dienstleistungen erfüllen wesentliche soziale und gesellschaftliche Bedürfnisse und/oder bieten Arbeitsplätze, insbesondere für gefährdete Arbeitskräfte, die von der Krise stark betroffen sind. Es wurde eine Reihe von Maßnahmen ergriffen, um den Schock der Krise abzuschwächen, die Arbeitnehmer in Beschäftigung zu halten, Initiativen zu unterstützen, die darauf abzielen, unseren Mitbürgern weiterhin Dienstleistungen anzubieten, und um die Folgen der Gesundheitskrise zu reduzieren und ihre Auswirkungen so weit wie möglich zu begrenzen.

Es ist jetzt notwendig, die Wiederaufnahme oder Fortsetzung der Aktivitäten zu begleiten, die unter strikter Einhaltung der vom Nationalen Sicherheitsrat festgelegten Strategie der Lockerung der Ausgangsbeschränkungen zu organisieren sind, sei es durch die Regeln der räumlichen Distanzierung oder durch die von Sciensano im Rahmen der Lockerung der Ausgangsbeschränkungen empfohlenen sanitären Maßnahmen.

Der vorliegende Entwurf des Sondervollmächtenerslasses umfasst mehrere spezifische Maßnahmen im Bereich der Beschäftigung und der sozial-beruflichen Eingliederung, auch im Bereich der Sozialwirtschaft, um die Wiederaufnahme der Aktivitäten im Rahmen der schrittweisen Lockerung der Ausgangsbeschränkungen zu unterstützen.

Diese Maßnahmen zielen darauf ab, die Folgen der Krise und der teilweisen Wiederbelebung der Aktivitäten auf beschäftigungsfördernde Regelungen und ihre Reglementierung zu berücksichtigen, um sie vorübergehend an die Ausnahmesituation anzupassen, in der wir uns befinden. Sie zielen auch darauf ab, Nachbarschaftsdienste und sozial-berufliche Eingliederungsdienste, auch im Bereich der Sozialwirtschaft, zu unterstützen, die den gesellschaftlichen Bedürfnissen der am meisten gefährdeten Bürger entsprechen.

Gemäß Artikel 1 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise ist die Regierung befugt, alle geeigneten Maßnahmen zu ergreifen, um jede Situation zu verhindern und zu bewältigen, die im strikten Rahmen der Pandemie COVID-19 und ihrer Folgen ein Problem darstellt und unter Androhung einer ersten Gefahr dringend behandelt werden muss.

Die Dringlichkeit der getroffenen Maßnahmen ist dadurch gerechtfertigt, dass trotz der Verbesserung der Lage die strikte Einhaltung der Gesundheitsmaßnahmen aufrechterhalten werden muss; dass es zur Verlangsamung und Begrenzung der Ausbreitung des Virus notwendig ist, unverzüglich die empfohlenen Maßnahmen anzuordnen, die sich unter dem Gesichtspunkt der öffentlichen Gesundheit als unerlässlich erweisen; dass die direkten oder indirekten Folgen der Krise ein schnelles Management und eine schnelle Reaktion auf regionaler Ebene erfordern; dass die Krise die Sektoren und Regelungen im Bereich der Beschäftigung und der Eingliederung, einschließlich im Bereich der Sozialwirtschaft, gefährden kann; dass es unerlässlich ist, die Wiederaufnahme der Tätigkeiten mit den Maßnahmen zu begleiten, die zur Verfolgung der Ziele dieser Regelungen erforderlich sind; dass die geplanten Maßnahmen unerlässlich sind, um die Beschäftigung und die Aufrechterhaltung der sich aus diesen Regelungen ergebenden Vorteile zu gewährleisten; dass die geplanten Maßnahmen direkte Auswirkungen auf die Begünstigten haben, die informiert werden müssen; dass jede Verzögerung die Erreichung der verfolgten Ziele gefährdet.

Es ist daher angebracht, diesen Sondervollmächterlass so schnell wie möglich zu verabschieden, damit die darin enthaltenen Maßnahmen uneingeschränkt wirksam werden und den vom Nationalen Sicherheitsrat festgelegten Fristen und Verfahren zur Lockerung der Ausgangsbeschränkungen entsprechen.

Der Erlassentwurf ist in 6 Kapitel gegliedert, von denen 3 in verschiedene Abschnitte unterteilt sind.

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 enthält eine allgemeine Bestimmung, die besagt, dass jeder in diesem Erlass vorgesehene Zuschuss die vom Beihilfeempfänger tatsächlich getragenen Kosten nicht übersteigen darf.

KAPITEL II — *Maßnahmen im Bereich Beschäftigung*

Abschnitt 1 — Regelung betreffend die Beihilfen zur Beschäftigungsförderung (A.P.E.)

Durch Artikel 2 Absatz 1 wird zwischen dem 1. Juni und dem 30. September die Verpflichtung zur Aufrechterhaltung und Erhöhung des Gesamtbeschäftigungsvolumens ausgesetzt. Mit dieser Aussetzung soll verhindert werden, dass Arbeitgeber im Falle einer Verringerung der Zahl ihrer Beschäftigten infolge der Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise doppelt bestraft werden.

In den Absätzen 2 und 3 werden die Verfahren zur Überprüfung der Einhaltung des Gesamtvolumens im Hinblick auf die in Absatz 1 vorgesehene Aussetzung für Arbeitgeber im Sektor der lokalen Behörden und im nicht nichtkommerziellen Sektor angepasst.

Absatz 4 ermöglicht es Arbeitgebern (lokale Behörden), die aufgrund der mittelfristigen Auswirkungen der Gesundheitskrise nicht in der Lage gewesen wären, ihr Gesamtbeschäftigungsvolumen trotz der Aussetzung einzuhalten, eine ministerielle Abweichung zu beantragen. Eine solche Möglichkeit besteht bereits für Arbeitgeber im nichtkommerziellen Sektor.

Artikel 3 setzt die Fristen für Arbeitgeber zur Einstellung eines nicht beschäftigten Arbeitsuchenden, der nach der Gewährung einer neuen Entscheidung zur APE-Beihilfe oder im Falle der Ersetzung eines Arbeitnehmers, der das Unternehmen verlassen hat, aus. Mit dieser Bestimmung soll verhindert werden, dass der Arbeitgeber den Nutzen seiner Entscheidung verliert, wenn er infolge des Ausbruchs der COVID-19-Gesundheitskrise gezwungen ist, die ursprünglich geplante Einstellung zu verschieben;

Diese Aussetzung tritt am 1. Mai 2020 in Kraft, um zu vermeiden, dass Arbeitgeber, deren Entscheidung im Mai abläuft, vom Vorteil der Aussetzung ausgeschlossen werden.

Artikel 4 erlaubt eine zeitweilige Abweichung von Artikel 12 des APE-Erlasses und, in Übereinstimmung mit dem Arbeitsrecht, von der Beachtung der im Rahmen der APE-Beihilfe gewährten Aufgaben, um die Auswirkungen der Gesundheitskrise auf die organisatorischen Arbeitsmodalitäten zu berücksichtigen.

Abschnitt 2 - SESAM-Beihilfe

Artikel 5 weicht von der Berücksichtigung inaktiver SESAM-Beschlüsse (d.h. Beschlüsse, die der Arbeitgeber trotz Gewährung nicht genutzt hat und die er daher verloren hat) bei der Prüfung eines neuen Beihilfeantrags des Arbeitgebers ab.

Die Artikel 6 und 7 setzen, wie die Artikel 3 und 4 für die APE-Beihilfe, für dieselben Zeiträume und aus denselben Gründen die Verpflichtungen in Bezug auf das Gesamtbeschäftigungsvolumen und die Fristen für die Einstellung von Arbeitnehmern aus.

Abschnitt 3 — Beihilferegulierung zugunsten der Zielgruppen

Artikel 8 setzt Arbeitsuchende, die im künstlerischen Bereich tätig sind, mit Langzeitarbeitsuchenden gleich, damit sie in den Genuss der Beihilferegulierung "Impulsion" gelangen können. Dieser Artikel zielt darauf ab, den Zugang zur Regelung für eine Kategorie von Arbeitnehmern zu erleichtern, die von der Krise besonders betroffen sind und die aufgrund der Besonderheiten ihrer Leistungen Schwierigkeiten haben, die Bedingungen für den Zugang zu dieser Regelung zu erfüllen.

Anspruch auf eine Gleichstellung haben die Arbeitnehmer, die in den vier Quartalen vor dem Quartal der Einstellung Leistungen erbracht haben, die unter dem ONSS-Code 046 angegeben wurden.

Die Gleichstellung gilt bis zum 30. Juni 2021, insofern als die Neugestaltung des künstlerischen Sektors über einen längeren Zeitraum erfolgen wird und die Beschränkungen für den künstlerischen Bereich derzeit noch keinen klaren Endtermin haben. Veranstaltungen mit großen Besucherzahlen sind nach wie vor untersagt und dürften noch lange Zeit von der Gesundheitskrise betroffen sein, wodurch Künstler und vor allem auch jüngere Künstler, die derzeit oder in den kommenden Monaten in diesen Sektor einsteigen, stark benachteiligt werden.

In Artikel 9 wird die vorübergehende Arbeitslosigkeit als einer der Gründe für die Aussetzung der Gewährung der Beihilfe genannt. Auf diese Weise kann das Verstreichen des Zeitraums, in dem der Arbeitnehmer/Arbeitsuchende in den Genuss der Beihilfe "Impulsion" gelangen kann, unterbrochen werden. Mit dieser Maßnahme soll vermieden werden, dass Zeiten vorübergehender Arbeitslosigkeit bei der Berechnung der Höchstdauer der Beihilfegewährung berücksichtigt werden, obwohl der Arbeitnehmer keine Aktivierungsunterstützung bezieht.

Die Wirkung der Maßnahme ist an die Aufrechterhaltung der bereits bis zum 31. August 2020 verlängerten Möglichkeiten zur vorübergehenden Arbeitslosigkeit von COVID-19 durch die Föderalregierung gebunden. Die Maßnahme gilt bis spätestens 31. Dezember, um eine mögliche Verlängerung der vorübergehenden Maßnahmen im Bereich der vorübergehenden Arbeitslosigkeit durch die Föderalregierung abzudecken.

KAPITEL III — *Maßnahmen im Bereich Nachbarschaftsdienste*

Abschnitt 1 — Regelung betreffend die lokalen Beschäftigungsagenturen (LBA)

Artikel 10 weicht von der Regel ab, wonach die LBA 25% ihrer Einnahmen für die Ausbildung von Arbeitnehmern der LBA und Arbeitslosen, die bei der Agentur gemeldet sind, aufwenden müssen. Für das Jahr 2020 könnten 50% des für die Ausbildung vorgesehenen Betrags zur Deckung der Gesundheitsausgaben verwendet werden, die von den LBA infolge der COVID-19-Krise zu tragen sind.

Diese Bestimmung tritt am 1. Januar 2020 in Kraft, da die Ausgaben im Zusammenhang mit Gesundheitsausrüstung vor dem 1. Juni 2020 liegen können und bereits im März oder sogar schon früher, wenn bereits vorbeugende Maßnahmen getroffen wurden, getätigt worden sein können.

Artikel 11 sieht vor, dass für die Ausbildung vorgesehenen und nicht aufgebrauchten Haushaltsmittel, die infolgedessen rückerstattet werden, den LBA, zu deren Lasten im Laufe des Jahres 2020 zusätzliche Ausbildungskosten entstanden sind, neu zugewiesen werden.

Diese Beträge werden 2021 zu gleichen Teilen, im Verhältnis zu den zusätzlichen Ausgaben und entsprechend der Anzahl der von den LBA eingereichten Anträgen nach dem in Artikel 12 festgelegten Verfahren neu zugewiesen.

Abschnitt 2 — Regelung betreffend die Dienstleistungsschecks

Artikel 12 sieht vor, dass Dienstleistungsscheckunternehmen einen Zuschuss für Arbeitnehmer erhalten, die sie weiterbeschäftigt haben, obwohl es diesen nicht möglich war, ihre Dienstleistungen im Rahmen des Systems der Dienstleistungsschecks zu erbringen. Diese Maßnahme soll die Kosten für die Erhaltung von Arbeitsplätzen ausgleichen, obwohl die Unternehmen nicht die mit ihrer Tätigkeit verbundenen Einnahmen erhalten.

Artikel 13 legt die Art und Weise fest, wie die Höhe des Zuschusses berechnet wird, wobei die Arbeitsverträge der Arbeitnehmer, die Anzahl der im Laufe des Monats ausgegebenen Dienstleistungsschecks und der Betrag der regionalen Beteiligung pro Stunde, die auf degressiver Basis für die Monate Juni, Juli und August 2020 vorgesehen ist, berücksichtigt werden. Diese Maßnahme dient dem Schutz der Arbeitnehmer und soll die Arbeitsorganisation im Unternehmen im Hinblick auf die teilweise und schrittweise Wiederaufnahme der Tätigkeit erleichtern.

Artikel 14 legt das Verfahren fest, das einzuhalten ist, um in den Genuss dieser Beteiligung zu gelangen.

Artikel 15 definiert unter Bezugnahme auf die anwendbaren Rechtsvorschriften, was unter einem Dienstleistungsscheckarbeitnehmer zu verstehen ist.

KAPITEL IV — Maßnahmen im Bereich der regionalen Beschäftigungsdienste

Artikel 16 sieht die Gewährung eines Zuschusses zugunsten der regionalen Beschäftigungsdienste vor, um einerseits die Kosten für paramedizinische, medizinische und sanitäre Ausrüstungsgegenstände und Produkte und die Instandhaltung der Räumlichkeiten infolge der Gesundheitskrise und andererseits die Anschaffung von Computerausrüstung für die Durchführung von Ferndienstleistungen zu decken.

Diese Bestimmung tritt am 1. Januar 2020 in Kraft, da die Ausgaben im Zusammenhang mit Gesundheitsausrüstung vor dem 1. Juni 2020 liegen können und bereits im März oder sogar schon früher, wenn bereits vorbeugende Maßnahmen getroffen wurden, getätigt worden sein können.

Artikel 17 legt das Verfahren für die Gewährung dieses Zuschusses fest.

Artikel 18 lockert eine der Bedingungen für die Bestimmung der Höhe des Zuschusses, den der regionalen Beschäftigungsdienst erhält, die von der Anzahl der von dem regionalen Beschäftigungsdienst begleiteten Arbeitssuchenden abhängt, die in den Arbeitsmarkt eingetreten sind. Artikel 19 erlaubt es, diese Bedingung nach 3 Monaten der Beschäftigung im Rahmen eines Arbeitsvertrags und nicht wie bisher nach 6 Monaten als erfüllt anzusehen.

Dieser Artikel wird am 1. Januar 2020 wirksam, da sich die COVID-19-Krise sofort nach ihrem Auftreten auf belgischem Staatsgebiet und somit vor dem 1. Juni 2020 auf die Eingliederungschancen von Arbeitssuchenden ausgewirkt hat.

*KAPITEL V — Sozialwirtschaft**Abschnitt 1 — Maßnahmen im Bereich der Eingliederungsbetriebe*

Artikel 19 zielt darauf ab, die Folgen einer möglichen Aufrechterhaltung oder Aussetzung der Arbeitsverträge benachteiligter und stark benachteiligter Arbeitnehmer in Eingliederungsbetrieben zu berücksichtigen. Die Rechtsvorschriften sehen den Höchstbetrag der Intensität der Beihilfe vor, der Eingliederungsbetrieben für einen bestimmten Zeitraum gewährt werden kann. Artikel 20 ermöglicht diesen Zeitraum zu verlängern und bei der Berechnung dieser Intensität die Monate Juni bis September 2020 nicht zu berücksichtigen.

Artikel 20 passt die Regeln über den Nachweis für die Zuweisung des Zuschusses für die Verlängerung des in Artikel 20 genannten Zeitraums an.

Abschnitt 6 — Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck (I.D.E.S.S.)

Artikel 21 erlaubt den IDESS, ihre Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem Sozialtransport von Personen auf den Transport von Gütern auszudehnen, wenn dieser Transport von Gütern auf die Durchführung von Einkäufen oder den Transport von Wäsche der Begünstigten der IDESS-Dienstleistungen ausgerichtet ist. Ziel ist es dabei, den Begünstigten der I.D.E.S.S. Hilfe zu leisten und sie vor unnötigen Wegstrecken zu bewahren. Diese Ausdehnung ist zwischen dem 1. Juni und dem 31. Dezember 2020 gültig.

Artikel 22 zielt darauf ab, die IDESS-Zuschüsse für die Monate Juni bis einschließlich August 2020 auszuklammern, da die Höhe dieser Zuschüsse von der Krise betroffen sein wird, während die entstandenen Kosten gleich geblieben sind.

Da die Berechnung auf jährlicher Basis erfolgt, wird sie sich auf das gesamte Jahr 2020 auswirken.

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Artikel 23 sieht vor, dass der Erlass am 1. Juni 2020 in Kraft tritt, mit Ausnahme der Artikel 3 und 7, die am 1. Januar 2020 in Kraft treten, und der Artikel 10, 16, 18 und 22, die am 1. Januar 2020 in Kraft treten.

Der Zweck der Rückwirkung besteht darin, die Kohärenz zwischen dem Inkrafttreten des Erlasses und der zeitlichen Wirkung seiner Artikel zu gewährleisten.

Diese Rückwirkung ermöglicht es, den Anforderungen im Zusammenhang mit der Lockerung der Ausgangsbeschränkungen gerecht zu werden, die sich aus der COVID-19-Krise und den verschiedenen Phasen, in denen ihre Auswirkungen zu spüren waren, ergaben. Die Rückwirkung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die dem Erlass zugewiesenen Ziele erreicht werden.

Zudem stellt diese Rückwirkung keine Beeinträchtigung der Rechte Dritter dar und ist im Gegenteil für diese von Vorteil.

Durch Artikel 24 wird die Ministerin für Beschäftigung mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gutachten des Staatsrats Nr. 67.537/4 vom 11. Juni 2020

Gesetzgebungsabteilung

Am 4. Juni 2020 wurde der Staatsrat, Gesetzgebungsabteilung, von der Vizepräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen um die Mitteilung binnen fünf Werktagen eines Gutachtens über einen Entwurf zu einem Sondervollmachterlass der Wallonischen Regierung Nr. .. vom ... über die Lockerung der COVID-19-Ausgangsbeschränkungen/Sicherheitsmaßnahmen im Bereich Beschäftigung und sozial-berufliche Eingliederung, einschließlich im Sozialwirtschaftssektor, ersucht.

Der Entwurf wurde am 11. Juni 2020 von der vierten Kammer untersucht. Die Kammer hatte folgende Zusammensetzung: Martine Baguet, Kammervorsitzende, Luc Cambier et Bernard Blero, Staatsräte, und Anne-Catherine Van Geersdaele, Greffier.

Der Bericht wurde von Frau Véronique Schmitz, Auditor, vorgelegt.

Das Gutachten, dessen Wortlaut nachstehend angeführt wird, wurde am 11. Juni 2020 abgegeben..

*

Gemäß Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat müssen in dem Begutachtungsantrag insbesondere die Gründe angegeben werden, die dessen Dringlichkeit rechtfertigen.

Das Schreiben hat den folgenden Wortlaut:

„Die Dringlichkeit ist wie folgt begründet:

In der Erwägung, dass die direkten und indirekten Folgen der Krise somit ein schnelles Management und eine rasche Reaktion auf regionaler Ebene erfordern;

In der Erwägung, dass die Zeit der Ausgangsbeschränkungen die Sektoren und Regelungen in den Bereichen Beschäftigung, Berufsbildung, sozial-berufliche Eingliederung und Sozialwirtschaft sowie die Ziele, die mit diesen Regelungen erreicht werden sollen, gefährdet hat;

In Erwägung der mittelfristigen Folgen der COVID-19-Krise und der Auswirkungen der in den oben genannten Regelungen noch geltenden Sicherheitsmaßnahmen;

In der Erwägung, dass die Wiederaufnahme der Tätigkeiten im Rahmen der Lockerung der Ausgangsbeschränkungen daher mit den Maßnahmen einhergehen sollte, die zur Verfolgung der Ziele der oben genannten Regelungen erforderlich sind;

In der Erwägung, dass die geplanten Maßnahmen unerlässlich sind, um die Beschäftigung und die Aufrechterhaltung der sich aus diesen Regelungen ergebenden Sozialleistungen zu gewährleisten;

In Erwägung der Dringlichkeit der Durchführung dieser Maßnahmen, um das ihnen zugewiesene Ziel zu erreichen, und in der Erwägung, dass jede Verzögerung bei der Verabschiedung dieser Maßnahmen die Wiederaufnahme der Aktivitäten im Zusammenhang mit der Lockerung der Ausgangsbeschränkungen negativ beeinflussen kann“.

Da der Begutachtungsantrag auf der Grundlage von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze „über den Staatsrat“ eingereicht wurde, beschränkt die Gesetzgebungsabteilung ihre Prüfung auf die rechtliche Grundlage des Entwurfs, auf die Befugnis des erlassenden Organs sowie auf die Erfüllung der vorherigen Formalitäten gemäß Artikel 84 § 3 der vorgenannten koordinierten Gesetze.

Zu diesen drei Punkten gibt der Entwurf Anlass zu folgenden Anmerkungen.

Vorbemerkungen

1. Aus dem Artikel 5 des Dekrets vom 17. März 2020 „zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise“ ergibt sich, dass „die der Regierung durch vorliegendes Dekret gewährte Ermächtigung eine Gültigkeit von drei Monaten ab seinem Inkrafttreten hat“ (Absatz 1), und dass „die in Absatz 1 genannte Frist einmal um eine entsprechende Dauer verlängert werden kann“ (Absatz 2).

In Anwendung von Artikel 6 dieses Dekrets erfolgte das Inkrafttreten am 18. März 2020.

In Anbetracht des Datums, an dem das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung abgegeben wird, wird der Urheber des Entwurfs darauf hingewiesen, dass dieser nur dann angenommen werden kann, wenn die Regierung noch über die Sondervollmachten verfügt.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, verfügt der Text des Entwurfs über keine Rechtsgrundlage (1).

2. Gemäß Artikel 3 § 2 des Dekrets vom 17. März 2020 wird der Entwurf des Erlasses vor seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* dem Büro des Parlaments übermittelt werden.

Allgemeine Bemerkung

Nach dem Erlassentwurf ist das Bezugsdatum für die vom eingeführten Mechanismus verabschiedeten Ausnahmeregelungen der 31. Dezember 2020 (Artikel 10, 11 und 22), der 30. Juni 2021 (Artikel 9) bzw. der 1. Juli 2021 (Artikel 12).

Unter Berücksichtigung der in der Präambel zum Erlassentwurf sowie in der Mitteilung an die Wallonische Regierung angeführten Erläuterungen kann dieser Mechanismus grundsätzlich als eine der Maßnahmen angesehen werden, die die Regierung auf der Grundlage von Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 17. März 2020 ergreifen kann, nämlich „alle erforderlichen Maßnahmen, um jede Situation, die ein Problem im strikten Rahmen der COVID-19-Pandemie und ihrer Folgen darstellt und die zur Vermeidung einer ernsthaften Gefahr dringend behandelt werden muss, zu verhindern und zu bewältigen“.

Man kann sich jedoch die Frage stellen, ob der Stichtag vom 31. Dezember 2020 und umso mehr diejenigen vom 30. Juni 2021 bzw. vom 1. Juli 2021 nicht zu weit entfernt sind, um angesichts der Beschränkungen - derjenigen „des strikten Rahmens der COVID-19-Pandemie und ihrer Folgen“ -, die Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 17. März 2020 für die Durchführung der Sondervollmachten auferlegt, die er der Regierung überträgt, objektiv oder angemessen als gerechtfertigt angesehen werden zu können. Auch wenn es derzeit nicht möglich ist, mit Sicherheit zu bestimmen, wann die Anwendung der Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des COVID-19, einschließlich der Ausgangsbeschränkungen, enden wird, könnte dennoch im Lichte des zuvor genannten Ziels ein früherer Zeitpunkt in Betracht gezogen werden.

Der Erlassentwurf muss in Bezug auf diesen Punkt begründet werden. Ohne diese Begründung muss er überarbeitet werden (2).

Besondere Bemerkungen

Präambel

1. Die ersten Bestimmungen, die in der Präambel eines Erlasses genannt werden müssen, sind diejenigen, die diesem Erlass eine rechtliche Grundlage verleihen. Demzufolge muss das Dekret vom 17. März 2020 Gegenstand des ersten Absatzes der Präambel sein.

2. Der erste Absatz, in dem sich auf Artikel 39 der Verfassung bezogen wird, ist wegzulassen.

Verfügender Teil

Artikel 1

Es gibt keine Bestimmung, die vorsieht, dass ein von der Wallonischen Region in regionalen Angelegenheiten verabschiedeter Erlass den in Artikel 1 genannten Vermerk enthalten muss. Folglich ist diese Bestimmung – in der darüber hinaus irrtümlich die Wörter "dieses Dekrets" stehen – wegzulassen.

Artikel 5

Zu Artikel 5 befragt, hat der Beauftragte der Ministerin Folgendes erklärt:

"Artikel 5 des Erlassentwurfs sieht die Möglichkeit vor, von den Aufgaben abzuweichen, die in Abweichung von Artikel 12 des APE-Erlasses vom 19. Dezember 2002 erteilt worden waren: dieser Artikel 12 bestimmt, dass der Arbeitgeber die Änderung seines Beschlusses zur Gewährung der APE-Beihilfe beantragen kann. Die Beschlüsse zur Gewährung der APE-Beihilfe geben die dem Arbeitgeber übertragenen Aufgaben an, die er einhalten muss. Der Artikel 5 des Erlassentwurfs zielt darauf ab, es dem Arbeitgeber zu ermöglichen, die von seinem Arbeitnehmer erfüllten Aufgaben vorübergehend zu ändern. Normalerweise muss die Änderung der Aufgaben gemäß Artikel 12 Gegenstand eines Antrags sein, insofern sie eine Auswirkung auf den Gewährungsbeschluss hat. Uns erscheint demzufolge, dass die Möglichkeit einer vorübergehenden Änderung der Aufgaben, ohne dies zu beantragen, eine Abweichung von Artikel 12 des APE-Erlasses vom 19. Dezember 2002 darstellt".

Artikel 5 ist so formuliert, dass er "unbeschadet der anwendbaren Bestimmungen des Arbeitsrechts" gelten muss.

Aus dem Kommentar geht hervor, dass

"Artikel 5 es ermöglicht, in Übereinstimmung mit dem Arbeitsrecht vorübergehend von der Erfüllung der im Rahmen der APE-Beihilfe gewährten Aufgaben abzuweichen, um die Auswirkungen der COVID-19-Gesundheitskrise auf die organisatorischen Arbeitsmodalitäten der Arbeitgeber zu berücksichtigen und die Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen zu fördern".

Schließlich verlängert dieser Artikel ab dem 1. Juni 2020 eine ähnliche Maßnahme wie diejenige, die seit dem 1. März 2020 durch Artikel 34 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 11 vom 31. März 2020 über verschiedene Bestimmungen im Bereich der Beschäftigung, der Ausbildung und der sozialberuflichen Eingliederung, einschließlich im Sozialwirtschaftssektor, vorgesehen ist.

Demzufolge kann Artikel 5 des Entwurfs als eine Abweichung von Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und anderer rechtlicher Bestimmungen angesehen werden.

Der Bericht an die Regierung wird um diese Erläuterungen ergänzt werden.

Artikel 10

Der Absatz 1 wird als eine Abweichung von Artikel 10 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen dargestellt.

Es handelt sich jedoch nicht um eine Abweichung, sondern eher um einen weiteren Grund für die Aussetzung der Gewährung der Beihilfe, zusätzlich zu denen, die in dieser Bestimmung bereits vorgesehen sind.

Artikel 10 ist in diesem Sinne zu überarbeiten.

Artikel 12

Absatz 4 sieht Folgendes vor: "[] auf der Grundlage der Anzahl Anträge verteilt das FOREM die Mittel zu gleichen Teilen auf die Agenturen, die ihre Ausgaben innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist rechtfertigen".

Die Verteilungsmethode ist insofern unklar, als sie nicht angibt, ob die Verteilung der Finanzierungsmittel "zu gleichen Teilen" im Verhältnis zur Höhe der Ausgaben und/oder im Verhältnis zur Anzahl der Agenturen, die den Mechanismus genutzt haben, vorgenommen werden soll.

Artikel 12 muss in Bezug auf diesen Punkt präziser ausgedrückt werden.

Artikel 15

Es gilt, den Begriff "Werktage" in Absatz 2 zu definieren.

Artikel 16

Es gilt, die Wörter "im Sinne von Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 9 des Königlichen Erlasses vom 12. Dezember 2001 über die Dienstleistungsschecks" durch die Wörter "im Sinne von Artikel 7bis des Gesetzes vom 20. Juli 2001" zu ersetzen.

Artikel 19

Es wäre von Vorteil, wenn Artikel 19 vervollständigt würde, um zu präzisieren, dass er von Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses vom 27. Mai 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste abweicht, in dem der Begriff der "nachhaltigen und hochwertigen Beschäftigung" definiert wird, von dem hier abgewichen wird.

Artikel 20

1. In Absatz 1 sollten die Wörter "gemäß Artikel 19 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe" nach den Wörtern "Intensität der Beihilfe" weggelassen werden, da sie den Anfang des Artikels wiederholen, dessen Absicht es ist, von Artikel 20 dieses selben Dekrets abzuweichen, und der die Bestimmung darstellt, in der die Bedingungen für die Intensität der Beihilfe festgelegt werden.

2. Der Absatz 2 ist verfasst worden, um bei der Berechnung der Intensität die Monate "März bis August 2020" nicht zu berücksichtigen.

Der Kommentar zum Artikel 20 muss korrigiert werden, da er als Zeitraum die Monate "Juni bis September 2020" angibt.

Artikel 22

Aus dem Kommentar zum Artikel 22 ergibt sich, dass der Sozialtransport zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 31. Dezember 2020 den Transport von Gütern zugunsten der in Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck), abgekürzt "I.D.E.S.S." genannten Begünstigten und insbesondere die Einkäufe und den Transport von Wäsche umfassen kann.

Um diese Erweiterung des Begriffs des Sozialtransports mit der rechtlichen Grundlage des Textentwurfs in Übereinstimmung zu bringen und um zu vermeiden, dass er auch den Transport von anderen Arten von Gütern deckt, sollte Artikel 22 ergänzt werden, indem die Art der Güter bestimmt wird, deren Transport beabsichtigt wird.

Artikel 23

Im Gegensatz zur Bestimmung, die die Monate "März bis August 2020" ausschließt, wird im Kommentar zum Artikel 23 angegeben, dass er darauf abzielt, die Zuschüsse der IDESS "für die Monate Juni bis Juli" auszuklammern.

Dieser Widerspruch sollte gelöst werden.

Artikel 24

In Artikel 24 wird vorgesehen, dass der Erlass am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

Mehrere Bestimmungen haben jedoch eine rückwirkende Tragweite, da ihre Wirksamkeit am 1. Januar 2020 (Artikel 11 und 17 bis 19), am 1. März 2020 (Artikel 20 und 21), am 1. Mai 2020 (Artikel 4 und 8) oder am 1. Juni 2020 (Artikel 3, 5, 7, 9, 10, 13 bis 16, und 22) beginnt.

So wie die Gesetzgebungsabteilung es in ihrem am 25. März 2020 abgegebenen Gutachten Nr. 67.142/AG (3) ausgeführt hat,

"kann Rückwirkung nur gerechtfertigt werden, wenn sie für die Erreichung eines Ziels von allgemeinem Interesse unerlässlich ist (4). Wenn sich zudem ergibt, dass der Zweck der Rückwirkung darin besteht, den Ausgang eines Gerichtsverfahrens in einem bestimmten Sinne zu beeinflussen oder die Gerichte an der Entscheidung über eine bestimmte Rechtsfrage zu hindern, so erfordert die Art des betreffenden Grundsatzes, dass außergewöhnliche Umstände oder zwingende Gründe des Allgemeininteresses ein Tätigwerden des Gesetzgebers rechtfertigen, welches zum Nachteil einer Kategorie von Bürgern die allen zur Verfügung stehenden gerichtlichen Garantien untergräbt (5) ".

Der Bericht an die Regierung muss die geeigneten Begründungen in Bezug auf die rückwirkende Kraft der Bestimmungen, die Gegenstand des Entwurfs sind, enthalten.

In dieser Hinsicht sollten darin auch die ähnlichen Maßnahmen erwähnt werden, die insbesondere im Rahmen des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 11 vom 31. März 2020 über verschiedene Maßnahmen, die in den Bereichen Beschäftigung, Ausbildung und sozial-berufliche Eingliederung, einschließlich der Sozialwirtschaft, für den Zeitraum vom 1. März 2020 bis zum 31. Mai 2020 (6) getroffen wurden, und die ab dem 1. Juni 2020 durch den vorliegenden Textentwurf erneut umgesetzt werden.

Der Greffier,
Anne-Catherine Van Geersdaele

Der Vorsitzende,
Martine Baguet

Fußnoten

1 Es sei denn, die Regierung verfügt über gewöhnliche Ermächtigungen für die gesamten Bestimmungen des Entwurfs und hat alle vorherigen Formalitäten erfüllt.

2 Siehe in diesem Sinne ebenfalls das am 9. Juni 2020 abgegebene Gutachten Nr. 67.526/4 über den Entwurf eines Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. XX zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit an der Stelle der vorherigen Informationsveranstaltung für bestimmte im Umweltgesetzbuch genannte Projekte.

3 Gutachten Nr. 67.142/AG vom 25. März 2020 über den Vorschlag, der das Gesetz 27. März 2020 "zur Ermächtigung des Königs, Maßnahmen zur Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 zu ergreifen (I und II)", geworden ist <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67142.pdf>.

4 Fußnote Nr. 22 des genannten Gutachtens: Ständige Rechtsprechung des Verfassungsgerichtshofs, Siehe insbesondere: Verfassungsgerichtshof, 21. November 2013, Nr. 158/2013, B.24.2; Verfassungsgerichtshof, 19. Dezember 2013, Nr. 172/2013, B.22; Verfassungsgerichtshof, 29. Januar 2014, Nr. 18/2014, B.10; Verfassungsgerichtshof, 9. Oktober 2014, Nr. 146/2014, B.10.1; Verfassungsgerichtshof, 22. Januar 2015, Nr. 1/2015, B.4; Verfassungsgerichtshof, 7. Mai 2015, Nr. 54/2015, B.12; Verfassungsgerichtshof, 14. Januar 2016, Nr. 3/2016, B.22; Verfassungsgerichtshof, 3. Februar 2016, Nr. 16/2016, B.12.1; Verfassungsgerichtshof, 28. April 2016, Nr. 58/2016, B.9.2; Verfassungsgerichtshof, 9. Februar 2017, Nr. 15/2017, B.9.2.

5 Fußnote Nr. 23 des genannten Gutachtens: Ständige Rechtsprechung des Verfassungsgerichtshofs. S. zum Beispiel: Verfassungsgerichtshof, 21. November 2013, Nr. 158/2013, B.24.2; Verfassungsgerichtshof, 9. Oktober 2014, Nr. 146/2014, B.10.1; Verfassungsgerichtshof, 28. Mai 2015, Nr. 77/2015, B.4.1; Verfassungsgerichtshof 24. März 2016, Nr. 48/2016, B.6; Verfassungsgerichtshof, 6. Oktober 2016, Nr. 126/2016, B.7.3.

6 S. die Artikel 33, 34, 36, 19 Ziffer 1 §§ 1, 2 und 5, die mit den Artikeln 3, 5, 7, 10, 20, 21 bzw. 23 des Entwurfs in Verbindung zu bringen sind.

16. JUNI 2020 — Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 51 über die Lockerung der COVID-19-Ausgangsbeschränkungen im Bereich Beschäftigung und sozial-berufliche Eingliederung, einschließlich im Sozialwirtschaftssektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise, Artikel 1 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck), abgekürzt "IDESS";

Aufgrund des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

Aufgrund des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

Aufgrund der am 3. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 4. Juni 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 3. Juni 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 11. Juni 2020 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 67.537/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Konzertierungen zwischen den Regierungen der zuständigen föderierten Gebietskörperschaften und Förderalbehörden innerhalb des Nationalen Sicherheitsrats, der sich seit Beginn des Monats März 2020 versammelt;

In Erwägung des Artikels 191 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, in dem das Vorsorgeprinzip bei der Bewältigung einer internationalen Gesundheitskrise und der aktiven Vorbereitung auf die Möglichkeit solcher Krisen verankert ist; in der Erwägung, dass dieses Prinzip voraussetzt, dass es, wenn eine ernste Gefahr mit hoher Wahrscheinlichkeit eintreten wird, den Behörden obliegt, dringende und vorläufige Maßnahmen zu ergreifen;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungs- und Mortalitätsgefahr;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 16. März 2020 die Bedrohung durch das Coronavirus COVID-19, das die Weltwirtschaft destabilisiert und sich schnell auf der ganzen Welt ausbreitet, auf die höchste Stufe angehoben hat;

In Erwägung der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 auf europäischem Gebiet und in Belgien;

In Erwägung der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, das das Coronavirus COVID-19 für die belgische Bevölkerung darstellt;

In Erwägung der Entwicklung der COVID-19-Epidemie und der Entscheidungen des Nationalen Arbeitsrates bezüglich der verschiedenen Phasen der Lockerung der Ausgangsbeschränkungen;

In der Erwägung, dass die strikte Einhaltung der Gesundheitsmaßnahmen trotz der Verbesserung der Lage aufrechterhalten werden sollte;

In der Erwägung, dass die direkten und indirekten Folgen der Krise somit ein schnelles Management und eine rasche Reaktion auf regionaler Ebene erfordern;

In der Erwägung, dass die Zeit der Ausgangsbeschränkungen die Sektoren und Regelungen in den Bereichen Beschäftigung, sozial-berufliche Eingliederung und Sozialwirtschaft sowie die Ziele, die mit diesen Regelungen erreicht werden sollen, gefährdet hat;

In Erwägung der mittelfristigen Folgen der COVID-19-Krise und der Auswirkungen der in den oben genannten Regelungen noch geltenden Sicherheitsmaßnahmen;

In der Erwägung, dass die Wiederaufnahme der Tätigkeiten im Rahmen der Lockerung der Ausgangsbeschränkungen daher mit den Maßnahmen einhergehen sollte, die zur Verfolgung der Ziele der oben genannten Regelungen erforderlich sind;

In der Erwägung, dass die geplanten Maßnahmen unerlässlich sind, um die Beschäftigung und die Aufrechterhaltung der sich aus diesen Regelungen ergebenden Sozialleistungen zu gewährleisten.

In Erwägung der Dringlichkeit der Durchführung dieser Maßnahmen, um das ihnen zugewiesene Ziel zu erreichen, und in der Erwägung, dass jede Verzögerung bei der Verabschiedung dieser Maßnahmen die Wiederaufnahme der Aktivitäten im Zusammenhang mit der Lockerung der Ausgangsbeschränkungen negativ beeinflussen kann;

In der Erwägung, dass in Anbetracht der wirtschaftlichen Auswirkungen der Krise die für Arbeitgeber, die APE- und SESAM-Beihilfen erhalten, geltenden Verpflichtungen zur Aufrechterhaltung und Erhöhung des Gesamtbeschäftigungsvolumens ausgesetzt werden sollten, um zu vermeiden, dass diese Arbeitgeber im Falle einer Verringerung ihrer Beschäftigtenzahl infolge der Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise doppelt bestraft werden;

In der Erwägung, dass es zudem angebracht ist, die Fristen für die Arbeitgeber zu verlängern, damit sie einen Arbeitsuchenden, für den ein Beschluss über die Gewährung einer APE- oder SESAM-Beihilfe vorliegt, einstellen oder ersetzen können, um zu verhindern, dass sie den Nutzen dieser Beihilfe verlieren, wenn sie gezwungen sind, die ursprünglich geplante Einstellung aufgrund des Ausbruchs der COVID-19-Gesundheitskrise zu verschieben;

In der Erwägung, dass es in Anbetracht der Auswirkungen der COVID-19-Gesundheitskrise auf die organisatorischen Arbeitsmodalitäten der Arbeitgeber, die in den Genuss eines Beschlusses über die Gewährung der APE-Beihilfe kommen, insbesondere in Bezug auf die Arbeit und die Aktivitäten, möglich sein sollte, in Übereinstimmung mit dem Arbeitsrecht vorübergehend von der Erfüllung der Aufgaben abzuweichen, für die APE-Beihilfe gewährt wird;

In der Erwägung, dass die Auswirkungen der nicht erfolgten Einstellung eines Arbeitssuchenden auf einen in Nachhinein eingereichten Antrag eines Arbeitgebers trotz des Vorliegens einer Entscheidung über die Gewährung einer SESAM-Beihilfe aufgrund der wirtschaftlichen Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise neutralisiert werden sollten;

In der Erwägung, dass, um die Arbeitnehmer nicht zu benachteiligen, die Perioden vorübergehender Arbeitslosigkeit bei der Berechnung der Dauer der Aktivierung der Leistungen, die die Arbeitnehmer im Rahmen der Beihilferegelung "Impulsion" in Anspruch nehmen können, neutralisiert werden sollten;

In der Erwägung, dass es angesichts der Auswirkungen der COVID-19-Gesundheitskrise auf die Arbeitnehmer im künstlerischen Sektor in Anbetracht der Merkmale der von den Arbeitnehmern in diesem Sektor erbrachten Dienstleistungen angebracht ist, ihnen den Zugang zur "Impulsion 12 Monate +"-Regelung zu erleichtern;

In der Erwägung, dass aufgrund der Tatsache, dass die Gesundheitskrise Auswirkungen auf die lokalen Beschäftigungsagenturen (LBA) hat und zusätzliche Kosten bei der Ausübung ihrer Tätigkeit verursacht, insbesondere um die gesundheitliche Sicherheit ihrer Arbeitnehmer zu gewährleisten, den LBA erlaubt werden sollte, 50 % der LBA-Einnahmen, die für Ausbildungen bestimmt sind, zur Deckung der Kosten für Gesundheitsausrüstung für ihre Arbeitnehmer und ihre LBA-Leistungserbringer zu verwenden;

In der Erwägung, dass, um dennoch die Bereitstellung von Ausbildungsmaßnahmen zugunsten von Arbeitnehmern und Arbeitslosen, die in einer lokalen Beschäftigungsagentur eingetragen sind, zu fördern, die für die Ausbildungsvorgesehenen Haushaltsmittel, die von den LBA bis Ende 2020 nicht verbraucht werden, im Wallonischen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung zusammengelegt und den LBA, zu deren Lasten zusätzliche Ausbildungskosten entstanden sind, neu zugewiesen werden sollten;

In der Erwägung, dass es, um sicherzustellen, dass die Dienstleistungsscheikarbeitsnehmer im Rahmen der normalen Arbeitsregelung beschäftigt bleiben, was auch die Organisation der schrittweisen Wiederaufnahme der Tätigkeiten erleichtern dürfte, angebracht ist, den Einkommensverlust des Betriebs, der mit der Nichterhebung des Nutzeranteils verbunden ist, durch eine degressive Zahlung auszugleichen;

In der Erwägung, dass es zur Gewährleistung der gesundheitlichen Sicherheit der Arbeitnehmer und der Nutzer der von den regionalen Beschäftigungsdiensten angebotenen Dienstleistungen angebracht ist, die zusätzlichen Kosten für die Bereitstellung von Gesundheitsausrüstung auszugleichen;

In der Erwägung, dass zur Unterstützung der während des Zeitraums der Ausgangsbeschränkungen eingerichteten Ferndienstleistungen und zur Gewährleistung ihrer Entwicklung die regionalen Beschäftigungsdiensten Hilfe bei der Bereitstellung der Computerausrüstung gewährt werden sollte;

In Erwägung der COVID-19-Krise, ihrer wirtschaftlichen Auswirkungen auf die Beschäftigung während der Zeit der Ausgangsbeschränkungen und der Zeit der Lockerung dieser Beschränkungen und ihrer Folgen für die Eingliederungschancen, insbesondere auf lange Sicht, der von den regionalen Beschäftigungsdiensten betreuten Begünstigten;

In Erwägung der Auswirkungen der COVID-19-Krise auf die Arbeitnehmer von Eingliederungsbetrieben angesichts der Besonderheiten der Regeln für Zuschüsse, die für die Einstellung von benachteiligten und stark benachteiligten Arbeitnehmern gewährt werden;

In Erwägung der Auswirkungen der Krise auf die Einnahmen der I.D.E.S.S. bei gleichbleibenden Ausgaben;

In Erwägung der Schwierigkeiten der Nutzer von I.D.E.S.S.-Dienstleistungen im Verkehr und der Risiken, denen sie sich aufgrund ihres Alters oder ihrer Behinderung oder ihrer sozioökonomischen Anfälligkeit aussetzen, um Lebensmittel einzukaufen oder im Rahmen der sozialen Wäschedienste ihre Wäsche abzuholen;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen ab dem 1. Juni 2020 und für manche von ihnen entweder ab dem 1. Januar 2020 oder ab dem 1. Mai 2020 gelten, so dass der Erlass am 1. Juni 2020 und für die Artikel 10, 16, 18 und 22 am 1. Januar 2020 und für die Artikel 3 und 7 am 1. Mai 2020 in Kraft treten sollte;

In der Erwägung, dass dieses Inkrafttreten die volle Wirksamkeit der Maßnahmen und die Erreichung der ihnen zugewiesenen Ziele gewährleisten soll;

In der Erwägung, dass diese Rückwirkung die Rechte Dritter nicht beeinträchtigt und dass sie im Gegenteil für diese von Vorteil ist;

Auf Vorschlag der Ministerin für Beschäftigung, beauftragt mit der Sozialwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung dieses Erlasses und für jede der Bestimmungen, die in Bezug auf die Bezuschussung verabschiedet werden, darf die Höhe des Zuschusses die vom Beihilfeempfänger tatsächlich getragenen Kosten nicht übersteigen, soweit diese bezuschusst werden.

KAPITEL II — Maßnahmen im Bereich Beschäftigung

Abschnitt 1 — Beihilferegelung zur Beschäftigungsförderung

Art. 2 - Die in Artikel 2 § 3 Absatz 1, und 3 § 3 Absatz 1 Ziffer 3, des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens, genannten Verpflichtungen werden zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 30. September 2020 ausgesetzt.

In Abweichung von Artikel 16 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und anderer rechtlicher Bestimmungen ist die Berechnung des Nettowachstums des Gesamtbeschäftigungsvolumens, die die Verwaltung jedes Jahr am Jahrestag der Notifizierung des Beschlusses vornimmt, auf Zeiträume beschränkt, die nicht zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 30. September 2020 liegen.

In Abweichung von Artikel 21 Absatz 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und anderer rechtlicher Bestimmungen beschränkt sich die Berechnung der Aufrechterhaltung des Gesamtbeschäftigungsvolumens, die die Verwaltung jedes Jahr am Jahrestag der Notifizierung des Beschlusses vornimmt, auf einen Vergleich des Bezugsniveaus der Beschäftigung mit der durchschnittlichen Zahl der Beschäftigten, ausgedrückt in Vollzeiteinheiten, die während der vier Quartale vor dem Jahrestag des Beschlusses beschäftigt waren, wobei der Zeitraum zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 30. September 2020 nicht berücksichtigt wird.

Wenn der Arbeitgeber einen begründeten Antrag stellt, kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, von der in Artikel 2 § 3 des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens, angeführten Bedingung abweichen, wenn die Berechnung des Gesamtbeschäftigungsvolumens ganz oder teilweise den Zeitraum zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 30. September 2020 einschließt, vorausgesetzt, der Rückgang des Gesamtbeschäftigungsvolumens ist auf die wirtschaftlichen Folgen der COVID-19-Epidemie zurückzuführen;

Art. 3 - Die in den Artikeln 24 und des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens, genannten Fristen von sechs Monaten werden zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 30. September 2020 ausgesetzt.

Art. 4 - In Abweichung von Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und anderer rechtlicher Bestimmungen und unbeschadet der anwendbaren Bestimmungen des Arbeitsrechts wird die Verpflichtung zur Einhaltung der dem Arbeitgeber übertragenen Aufgaben, wie sie in dem Beschluss über die Gewährung des A.P.E. vorgesehen ist, zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 30. September 2020 ausgesetzt.

Abschnitt 2 — SESAM-Regelung

Art. 5 - In Abweichung von Artikel 8 Absatz 3 des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben wird der Gewährungsbeschluss, für den der Betrieb innerhalb der vorgesehenen Frist keinen nicht beschäftigten Arbeitsuchenden eingestellt hat, der die Auszahlung des Zuschusses ermöglichen würde, nicht für die Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben berücksichtigt, wenn die vorgesehenen Fristen zwischen dem 1. Oktober 2020 und dem 31. Dezember 2020 abgelaufen sind.

Art. 6 - Die in Artikel 12 § 1 Absatz 1 Ziffern 2, 3 und 4 des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben genannten Verpflichtungen werden zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 30. September 2020 ausgesetzt.

Art. 7 - Die in Artikel 13 §§ 1 und 2 des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben genannten Fristen von sechs Monaten werden zwischen dem 1. Mai 2020 und dem 30. September 2020 ausgesetzt.

Abschnitt 3 — Beihilferegelung zugunsten der Zielgruppen

Art. 8 - Für die Anwendung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen gilt ein Arbeitsuchender, der in den vier Quartalen vor dem Quartal seiner Anstellung eine künstlerische Tätigkeit ausgeübt hat, als Langzeitarbeitsuchender im Sinne von Artikel 4 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 30. Juni 2021.

Als Arbeitsuchender, der eine künstlerische Tätigkeit ausgeübt hat, gilt jede Person, die am Tag vor ihrer Anstellung beim Wallonischen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung, im Folgenden FOREM genannt, als nicht beschäftigter Arbeitsuchender gemeldet ist und eine dem Landesamts für soziale Sicherheit unter dem Code "046" gemeldete Tätigkeit ausgeübt hat.

Art. 9 - Zusätzlich zu den in Artikel 10 desselben Erlasses genannten Aussetzungsgründen wird die Gewährung der in den Artikeln 3 und 4 desselben Erlasses genannten Arbeitszulage ausgesetzt, wenn der betreffende Arbeitnehmer in der Zeit zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 31. Dezember 2020 vorübergehend arbeitslos ist.

Die Aussetzung wird am Ende des Zeitraums der vorübergehenden Arbeitslosigkeit und spätestens bis zum 31. Dezember 2020 automatisch aufgehoben.

KAPITEL III — Maßnahmen im Bereich Nachbarschaftsdienste

Abschnitt 1 — Regelung betreffend die lokalen Beschäftigungsagenturen

Art. 10 - In Abweichung von Artikel 79 § 9 Absatz 1 Ziffer 2 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit können höchstens 50 Prozent des Betrags, der zur Finanzierung von Ausbildungsmaßnahmen für bei der lokalen Beschäftigungsagentur, im Folgenden als LBA bezeichnet, registrierte Arbeitslose verwendet werden soll, für den Kauf von paramedizinischen, medizinischen und sanitären Ausrüstungsgegenständen und Produkten zum Schutz des Personals der LBA, einschließlich der vom FOREM abgeordneten Bediensteten und der Arbeitnehmer, die im Rahmen eines LBA-Arbeitsvertrags arbeiten, verwendet werden.

Absatz 1 gilt ausschließlich für Einnahmen, für die die LBA ihre Verpflichtung gemäß Artikel 79 § 9 Absatz 1 Ziffer 2 bis spätestens 31. Dezember 2020 erfüllt haben muss und unter der Voraussetzung, dass die in Absatz 1 genannten Ankäufe im Zeitraum vom 1. Januar 2020 bis zum 31. Dezember 2020 getätigt werden.

Art. 11 - In Abweichung von Artikel 79 § 9 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit wird der nicht verwendete Restbetrag des Betrags, der zur Finanzierung von Ausbildungsmaßnahmen zugunsten der bei der Agentur gemeldeten Arbeitslosen verwendet werden soll, für die Einnahmen, für die die LBA ihre Verpflichtung gemäß Artikel 79 § 9 Absatz 1 Ziffer 2 bis spätestens 31. Dezember 2020 erfüllt haben muss, an das FOREM überwiesen.

Unbeschadet des Artikels 10 Absatz 1 widmet das FOREM die Beträge, die sich aus der Summe der in Absatz 1 genannten ungenutzten Restbeträge zusammensetzen, der Finanzierung der Ausgaben für die Ausbildung der Arbeitnehmer der LBA und der bei der LBA gemeldeten Arbeitslosen, die fünfundzwanzig Prozent der Einnahmen übersteigen, für die die LBA ihre Verpflichtung gemäß Artikel 79 § 9 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Erlasses bis spätestens 31. Dezember 2020 erfüllt haben muss.

Die LBA, die die in Absatz 2 genannte Finanzierung in Anspruch nehmen möchte, reicht bis spätestens 1. Juli 2021 einen Antrag beim FOREM ein und legt Belege für die im Jahr 2020 anfallenden zusätzlichen Ausbildungsausgaben vor.

Auf der Grundlage der Anzahl der LBA, die einen Antrag gestellt haben, und im Verhältnis zur Höhe ihrer zusätzlichen Ausgaben verteilt das FOREM die Mittel zu gleichen Teilen auf die Agenturen, die ihre Ausgaben innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist rechtfertigen.

Die der Agentur zugewiesenen Mittel dürfen in keinem Fall die tatsächlich entstandenen Ausbildungskosten übersteigen.

Abschnitt 2 — Regelung betreffend die Dienstleistungsschecks

Art. 12 - Die Wallonische Region gewährt dem in Artikel 2 § 1 Ziffer 6 des Gesetzes vom 20. Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich genannten zugelassenen Unternehmen für die Monate Juni, Juli und August 2020 einen Zuschuss, um ganz oder teilweise die Vergütung, einschließlich der entsprechenden Beiträge, der Dienstleistungsscheckarbeitnehmer des von der Wallonischen Region zugelassenen Unternehmens zu decken, die während der betreffenden Monate tatsächlich von dieser getragen wurde, sowie die sonstigen Ausgaben, die sich aus der Tätigkeit im Rahmen der Dienstleistungsschecks ergeben.

Art. 13 - Der in Artikel 12 genannte monatliche Zuschussbetrag entspricht $(a - b) \times c$, wobei:

1° "a" ist gleich der Anzahl der Stunden, die das zugelassene Unternehmen während des betreffenden Monats für alle seine Dienstleistungsscheckarbeitnehmer bezahlt;

2° "b" ist gleich der Anzahl der Dienstleistungsschecks, die den von den Beschäftigten des zugelassenen Unternehmens während des betreffenden Monats erbrachten Dienstleistungen entsprechen;

3° "c" ist gleich 16,86 Euro für den Monat Juni, 15,86 Euro für den Monat Juli und 14,86 Euro für den Monat August.

Die Zahl der Stunden, für die das zugelassene Unternehmen während des betreffenden Monats für jeden Dienstleistungsscheckarbeitnehmer einen Zuschuss erhält, darf nicht höher sein als die Zahl der tatsächlich bezahlten Stunden oder die günstigste Zahl zwischen:

1° entweder der Anzahl der im Arbeitsvertrag des Dienstleistungsscheckarbeitnehmers vorgesehenen Stunden, einschließlich etwaiger Änderungen, anwendbar in der Woche vom 9. März 2020, geteilt durch sieben und multipliziert mit der Anzahl der Tage in dem Monat, für den das Unternehmen den Zuschuss beantragt;

2° oder der Zahl der bezahlten Arbeitsstunden des Dienstleistungsscheckarbeitnehmers im für ihn günstigsten Monat des Jahres 2019.

Art. 14 - Um in den Genuss des in Artikel 12 genannten Zuschusses zu gelangen, teilt das zugelassene Unternehmen dem Unternehmen, das die Dienstleistungsschecks für die Wallonische Region ausstellt, spätestens 30 Tage nach Ablauf des betreffenden Monats die Zahl der bezahlten Stunden für jeden Dienstleistungsscheckarbeitnehmer mit.

Der gemäß Artikel 13 berechnete Zuschuss wird von dem Unternehmen, das Dienstleistungsschecks für die Wallonische Region ausstellt, innerhalb von zehn Tagen nach der in Absatz 1 genannten Mitteilung gezahlt.

Wenn die Zahl der bezahlten Stunden, die von dem nach Absatz 1 zugelassenen Unternehmen mitgeteilt wird, die in Artikel 13 Absatz 2 festgelegten Grenzen überschreitet, wird die sich daraus ergebende Differenz bei der Berechnung des Zuschusses vom FOREM auf jedem gesetzlichen Weg zurückgefordert.

Art. 15 - Als Dienstleistungsscheckarbeitnehmer im Sinne der Artikel 12, 13 und 14 gilt ein Arbeitnehmer mit einem Dienstleistungsscheck-Arbeitsvertrag im Sinne von Artikel 7bis des Gesetzes vom 20. Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich und für die von ihm in der Wallonischen Region erbrachten Dienstleistungen.

KAPITEL IV — Maßnahmen im Bereich der regionalen Beschäftigungsdienste

Art. 16 - Den regionalen Beschäftigungsdiensten, die gemäß dem Dekret vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste genehmigt wurden, wird gewährt:

1° ein Zuschuss in Höhe der Anzahl der von dem regionalen Beschäftigungsdienst beschäftigten Vollzeiteinheiten, multipliziert mit 350 Euro, zur Deckung des Kaufs von paramedizinischen, medizinischen und sanitären Ausrüstungsgegenständen und Produkten sowie der Kosten für die sanitäre Instandhaltung der Räumlichkeiten, die von dem regionalen Beschäftigungsdienst zwischen dem 1. Januar 2020 und dem 31. Dezember 2020 getragen werden;

2° ein einmaliger außerordentlicher Zuschuss in Höhe von 5.000 Euro für die Anschaffung von Computerausrüstung und Hardware, um die Aktivitäten des regionalen Beschäftigungsdienstes im Rahmen von Fernarbeit durchführen zu können.

Art. 17 - Die in Artikel 16 genannten Zuschüsse werden vom Wallonischen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung auf der Grundlage einer von dem regionalen Beschäftigungsdienst übermittelten Forderungsmeldung ausgezahlt.

Bei der Übermittlung des Tätigkeitsberichts gemäß Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste legt der regionale Beschäftigungsdienst gleichzeitig mit der Übermittlung des Tätigkeitsberichts die Belege für die in Artikel 16 genannten Ausgaben vor.

Die in Artikel 16 Ziffer 2 genannten Ausgaben gelten als im Laufe des Jahres 2020 abgeschrieben.

Die zu Unrecht gezahlte Beihilfe wird vom Wallonischen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung auf jedem gesetzlichen Weg, einschließlich der Aufrechnung, zurückgefordert.

Art. 18 - Für die Anwendung von Artikel 16 Absatz 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste und in Abweichung von Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Erlasses für den Zuschuss für das Jahr 2020, gilt der Beihilfempfänger als erwerbstätig, der eine berufliche Tätigkeit im Rahmen eines oder mehrerer Arbeitsverträge für eine Gesamtdauer von mindestens drei Monaten innerhalb der 12 Monate nach der Unterzeichnung des ersten Arbeitsvertrags ausgeübt hat, wobei Sprungbrett- und Übergangstellen ausgeschlossen sind.

KAPITEL V — Maßnahmen im Bereich der Sozialwirtschaft

Abschnitt 1 — Eingliederungsbetrieb

Art. 19 - In Abweichung von Artikel 20 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe und von Artikel 18 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe darf die Intensität der Beihilfe 50 % der Lohnkosten über einen Zeitraum von höchstens 18 Monaten ab der Einstellung eines benachteiligten Arbeitnehmers bzw. über einen Zeitraum von höchstens

30 Monaten ab der Einstellung eines stark benachteiligten Arbeitnehmers nicht überschreiten, wenn die Monate von Juni 2020 bis einschließlich September 2020 ganz oder teilweise in diese Höchstzeiträume einbezogen werden.

Die Monate von Juni 2020 bis September 2020 werden bei der Ermittlung der Lohnkosten nach Absatz 1 nicht berücksichtigt.

Art. 20 - In Abweichung von Artikel 18 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe entspricht der Nachweis der Zuweisung von einhundert Prozent des Zuschusses gemäß Artikel 19 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe der Zahlung der Lohnkosten über einen Zeitraum von achtzehn Monaten ab dem Zeitpunkt der Einstellung eines benachteiligten Arbeitnehmers und über einen Zeitraum von dreißig Monaten für einen stark benachteiligten Arbeitnehmer, wenn die Monate von März 2020 bis August 2020 ganz oder teilweise in diese Zeiträume einbezogen werden.

Abschnitt 2 — Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck

Art. 21 - Zur Anwendung von Artikel 2 des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck), abgekürzt "I.D.E.S.S." umfasst der Sozialtransport zwischen dem 1. Juni 2020 und dem 31. Dezember 2020 den Transport von Gütern zugunsten der in Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck), abgekürzt "I.D.E.S.S." genannten Begünstigten.

Der in Absatz 1 genannte Transport von Gütern umfasst den Transport von Lebensmitteln und lebensnotwendigen Gütern zugunsten der Begünstigten sowie den Transport von Wäsche.

Art. 22 - In Abweichung von Artikel 11 § 1 Absätze 1, 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck), abgekürzt "I.D.E.S.S." wird die Höhe des Zuschusses für das Jahr 2020, auf den in Artikel 11 § 1 Absätze 1, 3 und 4 desselben Erlasses Bezug genommen wird, auf der Grundlage des Jahres 2020 berechnet, unter Ausschluss der Monate Juni 2020 bis einschließlich August 2020, geteilt durch zwei und multipliziert mit vier, wenn der auf diese Weise erzielte Betrag höher ist als der auf der Grundlage aller Monate des Jahres 2020 erzielte Betrag.

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Art. 23 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juni 2020 wirksam, mit Ausnahme:

1° der Artikel 3 und 7, die am 1. Mai 2020 wirksam werden;

1° der Artikel 10, 16, 18 und 22, die am 1. Januar 2020 wirksam werden.

Art. 24 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung, die Ausbildung und die Sozialwirtschaft gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juni 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41907]

16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 51 betreffende de afbouwmaatregelen COVID-19 inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen

VERSLAG AAN DE REGERING

De buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zijn van dien aard dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen.

Naast de impact op de gezondheid heeft deze gezondheids crisis ook - en nog steeds - een belangrijke economische en sociale impact in Wallonië, die vooral onze meest kwetsbare burgers treft. Daarom is het in deze context van afbouw van de lockdown van essentieel belang om maatregelen te nemen om de activiteiten te hervatten die gericht zijn op het herstel van een positieve, constructieve en transversale dynamiek op het gebied van werkgelegenheid en socio-professionele inschakeling. Er moet ook om rekening te worden gehouden met de dimensie van gelijke kansen en rechten van vrouwen, die bijzonder vertegenwoordigd zijn in deze sectoren.

De bij het ontwerp-besluit beoogde sectoren, regelingen en diensten beantwoorden aan essentiële sociale en maatschappelijke behoeften en/of bieden werkgelegenheid, met name voor kwetsbare werknemers die zwaar door de crisis zijn getroffen. Er is een reeks maatregelen genomen om de schok van de crisis op te vangen, werknemers aan het werk te houden, initiatieven te ondersteunen om de dienstverlening aan onze medeburgers voort te zetten en om de gevolgen van de gezondheids crisis te beperken en de gevolgen ervan zoveel mogelijk te beperken.

Het is nu noodzakelijk de hervatting of de voortzetting van de activiteiten te begeleiden, die zullen moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde afbouwstrategie, of het nu gaat om de regels van social distancing of om de door Sciensano aanbevolen gezondheidsmaatregelen in het kader van de afbouw van de lockdown.

Dit ontwerp-besluit van bijzondere machten heeft betrekking op een aantal specifieke maatregelen inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, onder meer op het gebied van de sociale economie, om de hervatting van de activiteiten in het kader van de geleidelijke afbouw van de lockdown te ondersteunen.

Deze maatregelen zijn bedoeld om rekening te houden met de gevolgen van de crisis en de gedeeltelijke hervatting van de activiteiten op de regeling ter ondersteuning van de werkgelegenheid en de reglementering daarvan, teneinde deze tijdelijk aan te passen aan de uitzonderlijke situatie waarmee we te maken hebben. Ze zijn ook bedoeld om buurtdiensten en diensten voor socioprofessionele inschakeling te ondersteunen, ook op het gebied van de sociale economie, die tegemoetkomen aan de maatschappelijke behoeften van de meest kwetsbare burgers.

Krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 is de Regering bevoegd om alle passende maatregelen te nemen om elke situatie die een probleem vormt in het strikte kader van de pandemie van COVID-19 en de gevolgen ervan te voorkomen en aan te pakken en die op straffe van ernstig gevaar met spoed moet worden aangepakt.

De dringendheid van de genomen maatregelen wordt gerechtvaardigd door het feit dat, ondanks de verbetering van de situatie, de strikte naleving van de gezondheidsmaatregelen moet worden gehandhaafd; dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, noodzakelijk is onmiddellijk de aanbevolen maatregelen te nemen die uit het oogpunt van de volksgezondheid onontbeerlijk blijken; dat de directe of indirecte gevolgen van de crisis een snel beheer en een snelle reactie op regionaal niveau vereisen; dat de crisis de sectoren en systemen voor werkgelegenheid en inschakeling, ook op het gebied van de sociale economie, in het gedrang kan brengen; dat het van essentieel belang is de hervatting van de activiteiten te begeleiden met de maatregelen die nodig zijn om de doelstellingen van deze regelingen na te streven; dat de geplande maatregelen onontbeerlijk zijn om de werkgelegenheid en het behoud van de uit deze regelingen voortvloeiende prestaties te garanderen; dat de geplande maatregelen rechtstreekse gevolgen hebben op de begunstigden, die moeten worden geïnformeerd; dat elke vertraging de verwezenlijking van de door hen nagestreefde doelstellingen in het gedrang zal brengen.

Dat besluit van bijzondere machten moet dus zo spoedig mogelijk aangenomen worden zodat de daarin vervatte maatregelen volkomen gevolg hebben en de door de nationale veiligheidsraad vastgestelde termijnen en afbouwmodaliteiten in acht worden genomen.

Het ontwerp- besluit bestaat uit 6 hoofdstukken, waarvan er 3 zijn onderverdeeld in verschillende afdelingen.

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

In artikel 1 wordt een algemene bepaling overgenomen waarin wordt vastgesteld dat elke in dit besluit bedoelde toelage niet hoger mag zijn dan de werkelijk door de begunstigde gedragen kosten.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen inzake werkgelegenheid*

Afdeling 1 — Steunregeling ter bevordering van de werkgelegenheid (A.P.E.)

Artikel 2, eerste lid, schort tussen 1 juni en 30 september de verplichting betreffende de handhaving en de verhoging van het globale werkgelegenheidsvolume op. Het doel van deze opschorting is te voorkomen dat werkgevers dubbel worden gesanctioneerd in geval van een vermindering van het aantal werknemers als gevolg van de gevolgen van de gezondheidscrisis COVID-19.

De leden 2 en 3, respectievelijk voor de werkgevers van de sector van de plaatselijke besturen en in de niet-commerciële sector, passen de modaliteiten voor de verificatie van de naleving van het totale volume met betrekking tot de in lid 1 bedoelde opschorting aan.

Op grond van het vierde lid kunnen werkgevers (plaatselijke besturen) die ondanks de opschorting niet aan hun globaal werkgelegenheidsvolume zouden hebben kunnen voldoen vanwege de gevolgen van de gezondheidscrisis op de middellange termijn, om een ministeriële afwijking verzoeken. Een dergelijke mogelijkheid bestaat al voor werkgevers in de niet-commerciële sector.

Artikel 3 schort de termijnen op die aan werkgevers opgelegd worden om een niet-werkende werkzoekende in dienst te nemen na de toekenning van een nieuwe beslissing tot toekenning van de APE-steun of in geval van vervanging van een werknemer die het bedrijf heeft verlaten. Deze bepaling is bedoeld om te voorkomen dat de werkgever het voordeel van zijn beslissing verliest wanneer hij gedwongen wordt de aanvankelijk geplande aanwerving uit te stellen vanwege het ontstaan van de gezondheidscrisis COVID-19.

Deze schorsing wordt van kracht op 1 mei 2020 om te voorkomen dat werkgevers waarvan de beslissing in mei afloopt, van het voordeel van de opschorting worden uitgesloten.

Artikel 4 maakt het mogelijk om tijdelijk af te wijken van artikel 12 van het APE-besluit en met inachtneming van het arbeidsrecht, van de eerbiediging van de functies die in het kader van de A.P.E.-steun zijn toegekend om rekening te houden met de gevolgen van de gezondheidscrisis voor de organisatie van het werk.

Afdeling 2. — SESAM-steun

Artikel 5 wijkt af van het in aanmerking nemen van inactieve SESAM-beslissingen (d.w.z. beslissingen waarvan de werkgever geen gebruik heeft gemaakt, ondanks de toekenning, en die hij dus heeft verloren) in het kader van de analyse van een nieuwe steunaanvraag die door de werkgever is ingediend.

De artikelen 6 en 7, zoals de artikelen 3 en 4 voor de APE, schorsen voor dezelfde perioden en om dezelfde redenen de verplichtingen inzake het globaal werkgelegenheidsvolume en de aanwervingstermijnen.

Afdeling 3. — Steun ten behoeve van de doelgroepen

Artikel 8 stelt werkzoekenden die actief zijn in de artistieke sector gelijk aan langdurige werkzoekenden, zodat zij van de "Impulsie-steun" kunnen genieten. Dit artikel heeft tot doel de toegang tot de regeling te vergemakkelijken voor een categorie werknemers die in het bijzonder door de crisis zijn getroffen en die vanwege de kenmerken van hun prestaties moeilijk aan de voorwaarden voor toegang kunnen voldoen.

De werknemers die gedurende de 4 kwartalen voorafgaand aan het kwartaal van de aanwerving prestaties aangegeven onder de R.S.Z.O.-code 046 hebben verricht, kunnen in aanmerking komen voor de gelijkstelling.

De gelijkstelling duurt tot 30 juni 2021, aangezien de reorganisatie van de artistieke sector in de loop van de tijd zal moeten worden verlengd en de beperkingen voor de artistieke sector op dit moment nog geen duidelijk tijdschema hebben. Gebeurtenissen met grote aantallen mensen zijn nog steeds verboden en zullen waarschijnlijk nog lange tijd door de gezondheidscrisis worden getroffen, waardoor kunstenaars en met name jongeren die nu of in de komende maanden de sector integreren, zwaar worden benadeeld.

In artikel 9 wordt tijdelijke werkloosheid overgenomen als één van de redenen van de opschorting van de toekenning van steun. Dit maakt het mogelijk om de duur waarin de werknemer/werkzoekende de "Impulsion-steun kan genieten, op te schorten. Het doel van deze maatregel is te voorkomen dat bij de berekening van de maximale toekenningsduur rekening wordt gehouden met perioden van tijdelijke werkloosheid wanneer de werknemer geen activeringsuitkering ontvangt.

Het effect van de maatregel hangt samen met de handhaving door de federale overheid van de tijdelijke werkloosheidsmogelijkheden COVID-19, die al zijn verlengd tot 31 augustus 2020. De maatregel is van toepassing tot uiterlijk 31 december om een eventuele verlenging van de tijdelijke werkloosheidsmaatregelen door de federale overheid te dekken.

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen betreffende de buurtdiensten*

Afdeling 1. — Plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen (ALE)

Artikel 10 wijkt af van de regel volgens welke de PWA's 25% van hun inkomsten moeten besteden aan de opleiding van PWA-werknemers en werklozen die bij het agentschap zijn ingeschreven. Voor het jaar 2020 mag 50% van het voor de vorming bestemde bedrag worden gebruikt ter dekking van de gezondheidsuitgaven die de PWA's na de crisis COVID-19 hebben gedragen.

Deze bepaling treedt in werking op 1 januari 2020 aangezien de uitgaven in verband met het sanitair materiaal vóór 1 juni 2020 kunnen zijn gedaan en al in maart kunnen zijn gedaan, zelfs al eerder als er al preventieve maatregelen waren genomen;

Artikel 11 bepaalt dat ongebruikte vormingsfondsen, die bijgevolg worden teruggevorderd, zullen worden toegewezen aan de plaatselijke agentschappen die in de loop van het jaar 2020 extra vormingskosten hebben gemaakt.

Deze bedragen zullen in 2021 op gelijke basis worden herverdeeld, naar rato van de extra uitgaven en naar gelang van het aantal door de PWA's ingediende aanvragen, overeenkomstig de in artikel 12 vastgestelde procedure.

Afdeling 2. — Dienstencheques

Artikel 12 bepaalt dat dienstencheque-ondernemingen een toelage ontvangen voor werknemers die zij in dienst hebben gehouden ondanks de onmogelijkheid om hun prestaties in het kader van het stelsel van de dienstencheques uit te voeren. Deze maatregel heeft als doel de kosten van het behoud van de tewerkstelling te compenseren wanneer de ondernemingen de inkomsten die verband houden met hun activiteiten niet genieten.

Artikel 13 bepaalt de wijze waarop het bedrag van de toelage wordt berekend, rekening houdende met de arbeidsovereenkomsten van de werknemers, het aantal dienstencheques dat in de loop van de maand wordt uitgegeven en het geplande bedrag van de gewestbijdrage op uurbasis, op degressieve basis, voor de maanden juni, juli en augustus 2020. Deze maatregel is bedoeld om de werknemers te beschermen en de organisatie van het werk binnen de onderneming te vergemakkelijken met het oog op de gedeeltelijke en geleidelijke hervatting van de activiteiten.

Artikel 14 bepaalt de procedure die gevolgd moet worden om voor deze bijdrage in aanmerking te komen.

Artikel 15 bepaalt wat wordt bedoeld met dienstencheque-werknemers, onder verwijzing naar de toepasselijke reglementering.

HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling (MIRE)*

Artikel 16 voorziet in de toekenning van een toelage ten gunste van de MIRE (gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling) ter dekking van, enerzijds, de gezondheids-, medische en paramedische kosten en de kosten voor het onderhoud van de uit de gezondheidscrisis voortvloeiende lokalen en, anderzijds, de aankoop van computerapparatuur om prestaties op afstand mogelijk te maken.

Deze bepaling treedt in werking op 1 januari 2020 zodra de uitgaven in verband met het sanitair materiaal vóór 1 juni 2020 kunnen zijn gedaan en al in maart kunnen zijn gedaan, zelfs al eerder als er al preventieve maatregelen waren genomen.

In artikel 17 wordt de procedure voor de toekenning van deze toelage bepaald.

Artikel 18 versoepelt één van de voorwaarden met betrekking tot de vaststelling van het bedrag van de toelage ten gunste van de MIRE, dat afhankelijk is van het aantal ingeschakelde werkzoekenden die door de MIRE worden begeleid en die op de arbeidsmarkt zijn gekomen. Van artikel 19 kan worden afgeleid dat aan deze voorwaarde is voldaan na 3 maanden prestatie op grond van een arbeidsovereenkomst in plaats van 6 maanden.

Dit artikel treedt in werking op 1 januari 2020, aangezien de crisis COVID-19 een impact heeft gehad op de kansen op inschakeling van werkzoekenden zodra deze zich op Belgisch grondgebied heeft voorgedaan en dus vóór 1 juni 2020.

HOOFDSTUK V. — *Sociale Economie*

Afdeling 1. — Maatregelen betreffende de inschakelingsbedrijven

Het doel van artikel 19 is rekening te houden met de gevolgen van de eventuele handhaving of opschorting van de arbeidsovereenkomsten van kwetsbare werknemers en uiterst kwetsbare werknemers in inschakelingsbedrijven. De reglementering voorziet in het maximumbedrag van de steunintensiteit die inschakelingsbedrijven voor een bepaalde periode kunnen genieten. Artikel 20 maakt het mogelijk deze periode te verlengen en bij de berekening van deze intensiteit geen rekening te houden met de maanden juni tot september 2020.

In artikel 20 worden de regels voor het bewijs van de toewijzing van de toelage aan de verlenging van de in artikel 20 bedoelde periode aangepast.

Afdeling 6 — Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel (I.D.E.S.S)

Artikel 21 staat de IDESS toe hun activiteiten met betrekking tot het sociaal vervoer van personen uit te breiden tot dat van goederen wanneer dit vervoer van goederen bestemd is voor het doen van de boodschappen of het vervoer van het wasgoed van de begunstigden van de diensten van het IDESS. Dit is bedoeld om de begunstigden van de IDESS te helpen en om te voorkomen dat ze niet-essentiële reizen verrichten. Deze verlenging is geldig tussen 1 juni en 31 december 2020.

Artikel 22 heeft tot doel de toelage van de IDESS voor de maanden juni tot en met augustus 2020 vrij te waren, aangezien het bedrag van deze toelagen door de crisis zal worden beïnvloed terwijl de gemaakte kosten gelijk zijn gebleven.

Aangezien de berekening op jaarbasis wordt gemaakt, zal deze een effect hebben op het hele jaar 2020.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Artikel 23 voorziet in de inwerkingtreding van het besluit op 1 juni 2020, met uitzondering van de artikelen 3 en 7, die op 1 januari 2020 in werking treden, en de artikelen 10, 16, 18 en 22, die op 1 januari 2020 in werking treden.

Het doel van de terugwerkende kracht is te zorgen voor samenhang tussen de inwerkingtreding van het besluit en de tijdelijkheid van de gevolgen van zijn artikelen.

Deze terugwerkende kracht maakt het mogelijk om in te spelen op de behoeften in verband met de afbouw van de lockdown en voortvloeiend uit de crisis COVID-19 en de verschillende momenten waarop de gevolgen ervan voelbaar waren. Terugwerkende kracht is essentieel om ervoor te zorgen dat de doelstellingen van het besluit worden bereikt.

Bovendien doet deze terugwerkende kracht geen afbreuk aan de rechten van derden en is ze integendeel gunstig voor hen.

Artikel 24 belast de Minister van Tewerkstelling met de uitvoering van dit besluit.

Advies van de Raad van State nr. 67.537/4 van 11 juni 2020**Afdeling Wetgeving**

Op 4 juni 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen advies uit te brengen over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering 'van bijzondere machten nr. ... betreffende de afbouwmaatregelen COVID-19 inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen'.

Het ontwerp werd door de vierde kamer onderzocht op 11 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine Baguet, voorzitter van de kamer, Luc Cambier en Bernard Blero, Staatsraden, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Verslag werd uitgebracht door Véronique Schmitz, auditeur.

Het advies met onderstaande tekst werd uitgebracht op 11 juni 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, dienen in de adviesaanvraag in het bijzonder de motieven te worden opgegeven die het dringend karakter verantwoorden.

Het schrijven luidt als volgt:

"De dringende noodzakelijkheid wordt gemotiveerd als volgt:

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de lockdownperiode de sectoren en regelingen voor de werkgelegenheid, socioprofessionele inschakeling en sociale economie in gevaar heeft gebracht, evenals de doelstellingen die met deze regelingen worden nagestreefd;

Gelet op de gevolgen op middellange termijn van de crisis COVID-19 en het effect van de veiligheidsmaatregelen die nog steeds van toepassing zijn in de bovengenoemde regelingen;

Overwegende dat de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown derhalve gepaard moet gaan met de nodige maatregelen om de doelstellingen van de bovengenoemde regeling na te streven;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de werkgelegenheid en de handhaving van de sociale prestaties voortvloeiend uit deze regelingen te garanderen;

Gezien de dringendheid van de uitvoering van deze maatregelen om het ermee beoogde doel te bereiken en overwegende dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown kan belemmeren".

Daar de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte en tot het voltooiën van de voorafgaandelijke vormvereisten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten geeft het ontwerp aanleiding tot volgende bemerkingen.

voorafgaande opmerkingen

1. Uit artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19' volgt dat "de machtiging die bij dit decreet aan de Regering gegeven wordt, drie maanden geldig is te rekenen van de inwerkingtreding ervan" (eerste lid) en dat "de termijn bepaald in lid 1 één enkele maal verlengbaar is, voor een gelijkwaardige duur" (tweede lid).

Overeenkomstig artikel 6 van bedoeld decreet heeft de inwerkingtreding op 18 maart 2020 plaatsgevonden.

Gezien de datum waarop het advies van de afdeling Wetgeving wordt uitgebracht, moet de steller van de tekst er opmerkzaam op gemaakt worden dat het alleen kan worden aangenomen als de Regering nog over de bijzondere machten beschikt.

Zoniet heeft de ontworpen tekst geen rechtsgrondslag (1).

2. Overeenkomstig artikel 3, § 2, van het decreet van 17 maart 2020 zal het ontwerp-besluit aan het Bureau van het Parlement worden meegedeeld vóór de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

algemene opmerking

Volgens het ontwerp-besluit is de referentiedatum voor de door de ingevoerde regeling vastgestelde afwijkende bepalingen 31 december 2020 (artikelen 10, 11 en 22), 30 juni 2021 (artikel 9) of 1 juli 2021 (artikel 12).

Rekening houdende met de uitleggen vermeld in de aanhef van het ontwerp-besluit en in de nota aan de Waalse Regering kan deze regeling in principe geacht worden deel te maken van de maatregelen die de Regering op basis van artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 mag nemen, namelijk alle nuttige maatregelen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar."

Het is echter toegestaan zich af te vragen of de termijn van 31 december 2020, en a fortiori die van 30 juni 2021 of 1 juli 2021, niet te ver weg zijn om als objectief en redelijk gerechtvaardigd te worden beschouwd in het licht van de beperkingen - die van het "strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan" - waaraan artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 de uitvoering van de bijzondere bevoegdheden die het aan de Regering toekent, onderwerpt. Het is inderdaad momenteel niet mogelijk om met zekerheid te bepalen op welk moment de toepassing van de maatregelen ter beperking van de verspreiding van COVID 19, met inbegrip van het einde van de afbouwmaatregelen, zal worden beëindigd, maar een vroegere datum zou toch kunnen worden overwogen in het licht van de vooropgestelde doelstelling.

Het ontwerp-besluit moet op dit punt kunnen worden gerechtvaardigd. Zoniet zal het worden herzien (2).

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In de aanhef van een besluit zijn de eerste bepalingen waarnaar verwezen moet worden, de bepalingen die het ontwerp tot rechtsgrond strekken. Het decreet van 17 maart 2020 moet bijgevolg het eerste lid van de aanhef vormen.

2. Het eerste lid zal worden weggelaten omdat het verwijst naar artikel 39 van de Grondwet.

Beschikkend gedeelte

Artikel 1

Geen enkele bepaling stelt dat een besluit genomen door het Waalse Gewest in gewestelijke aangelegenheden is in artikel 1 bedoelde vermelding moet bevatten. Deze bepaling - die bovendien ten onrechte naar "dit decreet" verwijst - moet dus worden weggelaten.

Artikel 5

Op de vraag naar artikel 5 gaf de afgevaardigde van de Minister het volgende aan:

"Artikel 5 van het ontwerp-besluit dat voorziet in de mogelijkheid om af te wijken van de functies die in afwijking van artikel 12 van het APE-besluit van 19 december 2002 zijn toegekend: dat artikel 12 bepaalt dat de werkgever kan verzoeken om wijziging van zijn beslissing van de toekenning van de APE-steun. In de beslissingen tot toekenning van de APE-steun wordt aangegeven welke functies aan de werkgever worden toegekend en welke hij dient na te leven. Het doel van artikel 5 van het ontwerp-besluit is de werkgever in staat te stellen de door zijn werknemer uitgeoefende functies tijdelijk te wijzigen. Onder normale omstandigheden moet de wijziging van de functies het voorwerp uitmaken van een verzoek, overeenkomstig artikel 12, voor zover ze van invloed is op de toekenningsbeslissing. Het lijkt ons dan ook dat de mogelijkheid om de functies tijdelijk te wijzigen zonder een verzoek in te dienen, een afwijking is van artikel 12 van het APE-besluit van 19 december 2002".

Artikel 5 is in die zin geformuleerd dat het moet gelden "onverminderd de regels die van toepassing zijn op het arbeidsrecht".

Uit de bespreking volgt dat "artikel 5 het mogelijk maakt om tijdelijk en met inachtneming van het arbeidsrecht, af te wijken van de eerbiediging van de functies die in het kader van de A.P.E.-steun zijn toegekend om rekening te houden met de gevolgen van de gezondheidscrisis voor de organisatie van het werk en om de werknemers aan te moedigen aan het werk te blijven".

Ten slotte verlengt dat artikel met ingang van 1 juni 2020 een maatregel die identiek is aan de maatregel die sinds 1 maart 2020 is voorzien in artikel 34 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 'betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen'.

Bijgevolg kan ervan worden uitgegaan dat artikel 5 van het ontwerp ertoe strekt af te wijken van artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en van andere wetsbepalingen'.

Het verslag aan de Regering zal worden aangevuld met deze preciseringen.

Artikel 10

Het eerste lid wordt weergegeven als een afwijking van artikel 10 van het decreet van 2 februari 2017 'betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen'.

Het gaat om een bijkomende reden om de toekenning van de steun op te schorten naast de steun die in deze bepaling is voorzien, en niet om een afwijking.

Artikel 10 zal dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 12

Het vierde lid bepaalt dat "FOREM, naar gelang van het aantal aanvragen, de financiering gelijkelijk verdeelt over de agentschappen die hun uitgaven binnen de in lid 3 genoemde termijn verantwoorden."

De wijze van verdeling is onduidelijk, omdat er niet wordt gespecificeerd of de "gelijke" verdeling van de financiering in verhouding staat tot het bedrag van de uitgaven en/of tot het aantal agentschappen dat van het mechanisme gebruik heeft gemaakt.

Artikel 12 zal op dit punt worden verduidelijkt.

Artikel 15

Het begrip "werkdagen", dat in lid 2 wordt gebruikt, moet worden gedefinieerd.

Artikel 16

In de Franse ontwerpversie dienen de woorden "au sens de l'article 1er, alinéa 1er, 9°, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres services" te worden vervangen door de woorden "au sens de l'article 7bis de la loi du 20 juillet 2001".

Artikel 19

Artikel 19 zou er baat bij hebben om aangevuld te worden om vast te stellen dat het afwijkt van artikel 1, eerste lid, 2°, van het besluit van 27 mei 2009 'tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling' dat het begrip van "duurzame en kwaliteitsvolle betrekking" definieert waarvan wordt afgeweken.

Artikel 20

1. In het eerste lid van de Franse ontwerpversie dienen, na de woorden "l'intensité de l'aide", de woorden ", visée à l'article 19 du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion" te worden geschrapt omdat zij een overlapping vormen met het begin van het artikel dat ertoe strekt af te wijken van artikel 20 van hetzelfde decreet en dat de bepaling vormt waarin de voorwaarden voor de intensiteit van de steun zijn vastgelegd.

2. Het tweede lid is zo opgesteld dat bij de berekening van de intensiteit geen rekening wordt gehouden met de maanden "van maart tot augustus 2020".

De bespreking van artikel 20 moet worden herzien in die zin dat de maanden "juni tot september 2020" als periode worden aangegeven.

Artikel 22

Uit de bespreking van artikel 22 volgt dat het sociaal vervoer tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020 het vervoer van goederen ten behoeve van de begunstigden bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, van het decreet van 14 december 2006 "betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S.", en meer bepaald het doen van de boodschappen of het vervoer van het wasgoed, kan omvatten.

Om deze uitbreiding van het begrip "sociaal vervoer" in overeenstemming te brengen met de rechtsgrondslag van de ontworpen tekst en om te voorkomen dat het wordt opgevat als het vervoer van andere soorten goederen, zal artikel 22 worden aangevuld met het bepalen van het soort vervoer van goederen dat wordt overwogen.

Artikel 23

In tegenstelling tot het beschikkend gedeelte dat de maanden "van maart tot augustus 2020" uitsluit, geeft de bespreking van artikel 23 aan dat het doel is om de IDESS-subsidies "voor de maanden juni tot juli" vrij te stellen.

Deze tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

Artikel 24

Artikel 24 voorziet in een inwerkingtreding op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Meerdere bepalingen hebben echter terugwerkende kracht, in die zin dat zij in werking treden op 1 januari 2020 (artikelen 11 en 17 tot en met 19), 1 maart 2020 (artikelen 20 en 21), 1 mei 2020 (artikelen 4 en 8) of 1 juni 2020 (artikelen 3, 5, 7, 9, 10, 13 tot en met 16 en 22).

Zoals de afdeling Wetgeving in haar advies nr. 67.142/AG van 25 maart 2020 (3) heeft opgemerkt, "kan de terugwerkende kracht alleen gerechtvaardigd zijn wanneer deze onmisbaar is voor de verwezenlijking van een doelstelling van algemeen belang (4). Indien bovendien blijkt dat de terugwerkende kracht tot gevolg heeft dat de afloop van gerechtelijke procedures in een welbepaalde zin wordt beïnvloed of dat rechtscolleges verhinderd worden zich uit te spreken over een rechtsvraag, vergt de aard van het in het geding zijnde beginsel dat uitzonderlijke omstandigheden een verantwoording bieden voor het optreden van de wetgever, dat ten nadele van een categorie van burgers inbreuk maakt op de jurisdictionele waarborgen die aan allen worden geboden (5)."

Het verslag aan de Regering moet de passende rechtvaardigingen betreffende de terugwerkende kracht van de ontworpen bepalingen bevatten.

In dit verband zou het nuttig zijn om de gelijkaardige maatregelen te vermelden die werden genomen, in het bijzonder in het kader van het besluit van de Waalse regering van 31 maart 2020 van bijzondere machten nr. 11 'betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen', voor de periode van 1 maart 2020 tot 31 mei 2020 (6), en die worden herhaald in de ontworpen tekst vanaf 1 juni 2020.

De Griffier,
Anne-Catherine Van Geersdaele

De Voorzitster,
Martine Baguet

Nota's

1 En tenzij ervan uitgegaan wordt dat de Regering over gewone bevoegdheden beschikt voor alle bepalingen van het ontwerp en alle voorafgaande formaliteiten heeft vervuld.

2 Zie, in dezelfde zin, advies nr. 67.526/4, gegeven op 9 juni 2020 over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten 'nr. XX houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek'.

3 Advies nr. 67.142/AG gegeven op 25 maart 2020 over het voorstel dat de wet van 27 maart 2020 is geworden 'die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19' (I en II), <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67142.pdf>.

4 *Voetnoot nr. 22 van bovenvermeld advies* : Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, zie met name : G.H., 21 november 2013, nr. 158/2013, B.24.2 ; G.H., 19 december 2013, nr. 172/2013, B.22 ; G.H., 29 januari 2014, nr. 18/2014, B.10 ; G.H., 9 oktober 2014, nr. 146/2014, B.10.1 ; G.H., 22 januari 2015, nr. 1/2015, B.4 ; G.H., 7 mei 2015, nr. 54/2015, B.12 ; G.H., 14 januari 2016, nr. 3/2016, B.22 ; G.H., 3 februari 2016, nr. 16/2016, B.12.1 ; G.H., 28 april 2016, nr. 58/2016, B.9.2 ; G.H., 9 februari 2017, nr. 15/2017, B.9.2.

5 *Voetnoot nr. 23 van bovenvermeld advies* : Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. Zie bij voorbeeld : G.H., 21 november 2013, nr. 158/2013, B.24.2 ; G.H., 9 oktober 2014, nr. 146/2014, B.10.1 ; G.H., 28 mei 2015, nr. 77/2015, B.4.1 ; G.H., 24 maart 2016, nr. 48/2016, B.6 ; G.H., 6 oktober 2016, nr. 126/2016, B.7.3.

6 Zie de artikelen 33, 34, 36, 19, §§ 1, 2 en 5, die in verband moeten worden gebracht respectievelijk met de artikelen 3, 5, 7, 10, 20, 21 en 23 van het ontwerp.

16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 51 betreffende de afbouwmaatregelen COVID-19 inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, artikel 1, § 1;

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs;

Gelet op het besluit van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort "I.D.E.S.S.";

Gelet op het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen;

Gelet op het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en van andere wetsbepalingen;

Gelet op het besluit van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het besluit van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juni 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 2020;

Gelet op het rapport van 3 juni 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 67.537/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelentiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die sinds begin maart 2020 vergadert;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crisis; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op de evolutie van de COVID-19-epidemie en de beslissingen van de Nationale Arbeidsraad betreffende de verschillende afbouwperiodes;

Overwegende dat, ondanks de verbetering van de situatie, de strikte naleving van de gezondheidsmaatregelen moet worden gehandhaafd;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de lockdownperiode de sectoren en regelingen inzake werkgelegenheid, socioprofessionele inschakeling en sociale economie in het gedrang heeft gebracht, evenals de doelstellingen die met deze regelingen worden nagestreefd;

Gelet op de gevolgen op middellange termijn van de crisis COVID-19 en het effect van de veiligheidsmaatregelen die nog steeds van toepassing zijn in de bovengenoemde regelingen;

Overwegende dat de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown derhalve gepaard moet gaan met de nodige maatregelen om de doelstellingen van de bovengenoemde regeling na te streven;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de werkgelegenheid en de handhaving van de sociale prestaties voortvloeiend uit deze regelingen te garanderen;

Gezien de dringendheid van de uitvoering van deze maatregelen om het ermee beoogde doel te bereiken en overwegende dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown kan belemmeren;

Overwegende dat gezien de economische gevolgen van de crisis, het passend is om de verplichtingen die gelden voor werkgevers die APE- en SESAM-steun ontvangen, op te schorten wat betreft het behoud en de verhoging van het totale werkgelegenheidsvolume, om te voorkomen dat deze werkgevers dubbel worden gestraft in geval van een vermindering van hun aantal werknemers als gevolg van de gevolgen van de gezondheids crisis COVID19 ;

Overwegende dat het ook passend is de aan de werkgevers voorgeschreven termijnen voor de aanwerving of de vervanging van een werkzoekende voor wie ze een beslissing tot toekenning van de APE- of SESAM-steun genieten, te verlengen om te voorkomen dat zij het voordeel van dergelijke steun verliezen wanneer zij gedwongen worden de oorspronkelijk geplande aanwerving uit te stellen vanwege het optreden van de gezondheids crisis COVID-19;

Overwegende dat, gezien de gevolgen van de gezondheids crisis COVID-19 op de organisatorische werkmodaliteiten van de werkgevers die een beslissing tot toekenning van de APE-steun genieten, met name in termen van werk en activiteiten, het mogelijk moet zijn om, met inachtneming van het arbeidsrecht, tijdelijk af te wijken van de eerbiediging van de functies waarvoor de APE-steun wordt verleend;

Overwegende dat het passend is om het effect van het gebrek aan aanwerving van een werkzoekende, ondanks het bestaan van een beslissing tot toekenning van de SESAM-steun, op een latere aanvraag van een werkgever te neutraliseren vanwege de economische gevolgen van de gezondheids crisis COVID-19 ;

Overwegende dat, om de werknemers niet te benadelen, de perioden van tijdelijke werkloosheid moeten worden geneutraliseerd bij de berekening van de duur van de activering van de uitkeringen die de werknemers in het kader van de Impulsion-steun kunnen ontvangen;

Overwegende dat gezien de gevolgen van de gezondheids crisis COVID-19 voor de werknemers in de artistieke sector, het passend is om hun toegang tot de "Impulsion 12 mois +"-regeling te vergemakkelijken, rekening houdende met de kenmerken van de door de werknemers in deze sector verleende prestaties;

Overwegende dat aangezien de gezondheids crisis gevolgen heeft voor de plaatselijke werkgelegenheidsagent-schappen (PWA's) en extra kosten met zich meebrengt voor de uitvoering van hun activiteiten, met name om de veiligheid van de gezondheid van hun werknemers te waarborgen, het passend is de PWA's in staat te stellen 50% van de PWA-inkomsten, die bestemd zijn voor opleiding, te gebruiken om de kosten van de gezondheidsvoorzieningen voor hun werknemers en hun PWA-dienstverleners te dekken;

Overwegende dat, om de verwezenlijking van opleidingen ten behoeve van werknemers en werklozen die zich in een PWA hebben ingeschreven aan te moedigen, de vormingsfondsen die tegen eind 2020 niet door de PWA's worden verbruikt, in onderlinge verdeling ondergebracht moeten worden bij FOREM en opnieuw moeten worden toegewezen aan de PWA's die extra opleidingskosten hebben gemaakt;

Overwegende dat, om ervoor te zorgen dat de dienstenchequewerknemers onder de normale arbeidsregeling blijven werken, wat bovendien de organisatie van de geleidelijke hervatting van de activiteiten kan vergemakkelijken, het passend is het inkomensverlies voor de onderneming als gevolg van het niet innen van de gebruikersbijdrage te compenseren door middel van een degressieve dekking;

Overwegende dat, om de bescherming van de gezondheid van de werknemers en de gebruikers van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling aangeboden diensten te waarborgen, de extra kosten voor het ter beschikking stellen van sanitaire voorzieningen moeten worden gecompenseerd;

Overwegende dat, om de prestaties of afstand die tijdens de lockdownperiode zijn opgezet te ondersteunen en hun ontwikkeling te waarborgen, de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling moeten worden bijgestaan bij het in gebruik nemen van computerapparatuur;

Gelet op de crisis COVID-19, de economische gevolgen ervan voor de werkgelegenheid, tijdens de periode van lockdown en afbouw van de lockdown, en de gevolgen op de kansen op inschakeling, met name op lange termijn, van de begunstigden die door de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling worden begeleid;

Gelet op de gevolgen van de crisis COVID-19 voor de werknemers van inschakelingsbedrijven ten opzichte van het bijzondere karakter van de regels die van toepassing zijn op subsidies voor de indienstneming van kwetsbare en uiterst kwetsbare werknemers;

Gelet op de impact van de crisis op de inkomsten van de Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort "I.D.E.S.S.", terwijl hun uitgaven identiek blijven;

Gelet op de moeilijkheden die de begunstigden van de diensten van de "I.D.E.S.S." ondervinden bij hun verplaatsingen en de risico's waaraan zij zich blootstellen, gezien hun leeftijd of hun handicap of hun sociaal-economische kwetsbaarheid, om voedsel te kopen of hun wasgoed op te halen in het kader van de sociale wasserijdiensten ;

Overwegende dat de maatregelen van toepassing zijn vanaf 1 juni 2020 en, voor sommige daarvan, hetzij vanaf 1 januari 2020, hetzij vanaf 1 mei 2020, zodat het besluit op 1 juni 2020, en, voor de artikelen 10, 16, 18 en 22, op 1 januari 2020 en, voor de artikelen 3 en 7, op 1 mei 2020 in werking moet treden;

Overwegende dat deze inwerkingtreding bedoeld is om het volledige effect van de maatregelen en de verwezenlijking van de doelstellingen ervan te waarborgen;

Overwegende dat deze terugwerkende kracht geen afbreuk doet aan de rechten van derden en integendeel voor hen gunstig is;

Op de voordracht van de Minister van Werk belast met sociale Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en voor elke van de bepalingen die met betrekking tot de subsidiëring zijn vastgesteld, mag het bedrag van de subsidie niet hoger zijn dan de kosten die daadwerkelijk door de begunstigde worden gedragen, voor wat gesubsidieerd wordt.

HOOFDSTUK II. — Maatregelen betreffende werkgelegenheid

Afdeling 1. — Steunregeling ter bevordering van de werkgelegenheid

Art. 2. De verplichtingen bedoeld in de artikelen 2, § 3, eerste lid, en 3, § 3, eerste lid, 3°, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs worden tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020 opgeschort.

In afwijking van artikel 16, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, en andere wettelijke bepalingen, wordt de berekening van de netto-toename van het totale werkgelegenheidsvolume die de administratie elk jaar op de verjaardag van de kennisgeving van de beslissing uitvoert, beperkt tot perioden die niet tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020 vallen.

In afwijking van artikel 21, zevende lid, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, en andere wettelijke bepalingen, beperkt de berekening van de handhaving van het totale werkgelegenheidsvolume, die elk jaar op de verjaardag van de kennisgeving van het besluit door de administratie wordt uitgevoerd, zich tot de vergelijking van de referentiebezetting met het gemiddelde aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, die gedurende de vier kwartalen voorafgaand aan de verjaardag van de beslissing in dienst zijn genomen, met uitzondering van de periode tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020.

Als de werkgever daar een gemotiveerde aanvraag toe indient, kan de Minister van Tewerkstelling afwijken van de voorwaarde bedoeld in artikel 2, § 3, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en

gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, wanneer de berekening van het totale werkgelegenheidsvolume de periode tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020 geheel of gedeeltelijk omvat, op voorwaarde dat de daling van het totale werkgelegenheidsvolume het gevolg is van de economische gevolgen van de epidemie van COVID-19.

Art. 3. De termijnen van zes maanden bedoeld in de artikelen 24 en 31 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, worden opgeschort tussen 1 mei 2020 en 30 september 2020.

Art. 4. In afwijking van artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, en andere wettelijke bepalingen en onverminderd de toepasselijke regels van het arbeidsrecht wordt de verplichting om de aan de werkgever toegekende functies na te leven, zoals bepaald in de beslissing tot toekenning van de A.P.E.-steun, opgeschort tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020.

Afdeling 2. — SESAM-regeling

Art. 5. In afwijking van artikel 8, derde lid, van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen wordt de toekenningsbeslissing waarvoor de onderneming niet binnen de gestelde termijn een werkzoekende in dienst heeft genomen, waarbij de subsidie kan worden vereffend, niet in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 8, lid 2, van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen wanneer de gestelde termijnen tussen 1 oktober 2020 en 31 december 2020 zijn verstreken.

Art. 6. De verplichtingen bedoeld in artikel 12, § 1, eerste lid, 2°, 3° en 4° van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen worden tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020 opgeschort.

Art. 7. De termijnen van zes maanden bedoeld in artikel 13, §§ 1 en 2, van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen worden tussen 1 mei 2020 en 30 september 2020 opgeschort.

Afdeling 3. — Steunregeling ten behoeve van de doelgroepen

Art. 8. Voor de toepassing van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen wordt, tussen 1 juni 2020 en 30 juni 2021 met een langdurige werkzoekende in de zin van artikel 4 van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen gelijkgesteld, de werkzoekende die in de vier kwartalen voorafgaand aan het kwartaal van zijn indienstneming als kunstenaar heeft gewerkt.

Onder werkzoekende die arbeidsprestaties heeft verricht als kunstenaar, wordt verstaan elke persoon die vóór zijn indienstneming is ingeschreven als niet-werkende werkzoekende bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), hierna "FOREM" genoemd, en die arbeidsprestaties heeft verricht die zijn aangegeven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid onder de code "046".

Art. 9. Naast de in artikel 10 van hetzelfde decreet vermelde opschortingsclausules wordt de toekenning van de in de artikelen 3 en 4 van hetzelfde decreet vermelde werkuitkering opgeschort wanneer de betrokken werknemer tijdelijk werkloos is in de periode tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020.

De opschorting wordt automatisch opgeheven zodra de periode van tijdelijke werkloosheid afloopt en uiterlijk op 31 december 2020.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen betreffende de buurtdiensten

Afdeling 1. — Regeling van de Plaatselijke Werkgelegenheidsagentschappen

Art. 10. In afwijking van artikel 79, § 9, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, mag maximaal vijftig procent van het bedrag dat bestemd is voor de financiering van de vormingen van de werklozen die zijn ingeschreven bij het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap, hierna PWA genoemd, worden gebruikt voor de aankoop van paramedische, medische en gezondheidsuitrusting en producten voor de bescherming van het PWA-personeel, met inbegrip van de gedetacheerde personeelsleden van FOREM en de werknemers die werken in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst.

Het eerste lid is uitsluitend van toepassing op inkomsten waarvoor het PWA uiterlijk op 31 december 2020 aan de verplichting van artikel 79, § 9, lid 1, 2°, moet hebben voldaan en op voorwaarde dat de in lid 1 bedoelde aankopen worden gedaan in de periode van 1 januari 2020 tot en met 31 december 2020.

Art. 11. In afwijking van artikel 79, § 9, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wordt het niet-gebruikte saldo van het bedrag voor de financiering van de vormingen voor de bij het agentschap ingeschreven werklozen, voor de inkomsten waarvoor het PWA uiterlijk op 31 december 2020 aan de verplichting van artikel 79, § 9, eerste lid, 2°, moet hebben voldaan, aan FOREM uitbetaald.

FOREM besteedt de bedragen, bestaande uit de som van de niet-gebruikte saldi bedoeld in het eerste lid, aan de financiering van de vormingsuitgaven voor de PWA-werknemers en werklozen ingeschreven bij het PWA, boven vijftig procent van de inkomsten waarvoor het PWA uiterlijk op 31 december 2020 aan de verplichting van artikel 79, § 9, eerste lid, 2°, van datzelfde decreet moet hebben voldaan, onverminderd artikel 10, eerste lid.

Het PWA dat in aanmerking wenst te komen voor de in lid 2 bedoelde financiering, dient uiterlijk op 1 juli 2021 een aanvraag in bij FOREM en verstrekt de bewijsstukken voor de extra vormingsuitgaven die in de loop van het jaar 2020 zijn gedaan.

Naar gelang van het aantal PWA's die een verzoek hebben ingediend en in verhouding tot het bedrag van hun extra uitgaven, verdeelt FOREM de financiering gelijkelijk over de agentschappen die hun uitgaven binnen de in lid 3 genoemde termijn verantwoorden.

De aan het Agentschap toegekende financiering mag in geen geval meer bedragen dan de werkelijk gemaakte vormingskosten.

Afdeling 2. — Regeling betreffende de dienstencheques

Art. 12. Het Waalse Gewest kent voor de maanden maart, april en mei 2020 een toelage toe aan de erkende onderneming bedoeld in artikel 2, § 1, 6°, van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, teneinde de bezoldiging, met inbegrip van de desbetreffende bijdragen, van de dienstencheque-werknemers van de door het Waalse Gewest erkende onderneming, die in de betrokken maanden daadwerkelijk door het Waalse Gewest is gedragen, alsmede de overige uitgaven die voortvloeien uit de dienstencheque-activiteit, geheel of gedeeltelijk te dekken.

Art. 13. Het maandelijks bedrag van de in artikel 12 bedoelde toelage is gelijk aan $(a - b) \times c$ waar:

1° "a" is gelijk aan het aantal uren dat de erkende onderneming gedurende de betrokken maand voor al haar dienstencheque-werknemers heeft betaald;

2° "b" is gelijk aan het aantal dienstencheques dat overeenkomt met de prestaties die de werknemers van de erkende onderneming gedurende de betrokken maand hebben verleend;

3° "c" is gelijk aan 16,86 euro voor de maand juni, 15,86 voor de maand juli en 14,86 voor de maand augustus.

Het aantal uren waarvoor de erkende onderneming gedurende de betrokken maand, voor elke dienstencheque-werknemer, een toelage zal ontvangen, mag niet groter zijn dan het aantal daadwerkelijk betaalde uren of het voordeligste aantal tussen:

1° het aantal uren vastgelegd in de arbeidsovereenkomst van de dienstencheque-werknemer, met inbegrip van de aanhangsels, van toepassing tijdens de week van 9 maart 2020, gedeeld door zeven en vermenigvuldigd met het aantal kalenderdagen in de maand waarvoor de onderneming haar subsidieaanvraag indient;

2° het aantal betaalde uren van de dienstencheque-werknemer tijdens de voor hem gunstigste maand in 2019.

Art. 14. Om in aanmerking te komen voor de in artikel 12 bedoelde toelage deelt de erkende onderneming aan de onderneming die dienstencheques voor het Waalse Gewest uitdeeft, uiterlijk binnen dertig dagen na het einde van de betrokken maand, het aantal betaalde uren voor elke dienstencheque-werknemer.

De overeenkomstig artikel 13 berekende toelage wordt door de onderneming die dienstencheques voor het Waalse Gewest uitdeeft binnen tien werkdagen na de in het eerste bedoelde kennisgeving uitbetaald.

Indien het aantal betaalde uren dat door de erkende onderneming overeenkomstig het eerste lid is meegedeeld, hoger is dan de in artikel 13, tweede lid, vastgestelde maxima, wordt het daaruit voortvloeiende verschil in de berekening van de toelage door FOREM met alle wettelijke middelen teruggevorderd.

Art. 15. In de zin van de artikelen 12, 13 en 14 wordt onder de dienstencheque-werknemer verstaan, de werknemer met een arbeidsovereenkomst dienstencheques in de zin van artikel 7bis van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen en voor de prestaties die hij in het Waalse Gewest verricht.

HOOFDSTUK IV. — Maatregelen betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling

Art. 16. De gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling erkend krachtens het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling ontvangen:

1° een subsidie gelijk aan het aantal voltijdse equivalenten die de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling in dienst neemt, vermenigvuldigd met 350, bestemd voor de aankoop van paramedische, medische en sanitaire uitrustingen en producten, alsook de kosten voor het sanitair onderhoud van de lokalen betaald door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020;

2° een eenmalige uitzonderlijke subsidie van 5.000 euro voor de aankoop van computerapparatuur en -hardware om de activiteiten op afstand van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling te kunnen uitvoeren.

Art. 17. De in artikel 16 bedoelde toelagen worden door de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" uitbetaald op basis van een door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling toegezonden aangifte.

De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling verstrekt, bij de toezending van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, de bewijsstukken met betrekking tot de uitgaven bedoeld in artikel 16.

De in artikel 16, 2°, bedoelde uitgaven worden geacht over het jaar 2020 te zijn afgeschreven.

De ten onrechte uitgekeerde steun wordt door de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" op enigerlei wijze teruggevorderd, met inbegrip van compensaties bij elk rechtsmiddel teruggevorderd, compensatie inbegrepen.

Art. 18. Voor de toepassing van artikel 16, zesde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, en in afwijking van artikel 1, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, voor de subsidie met betrekking tot het jaar 2020, wordt geacht in de betrekking geïntegreed te zijn, de begunstigde die een beroepsactiviteit heeft uitgeoefend in het kader van één of meer arbeidscontracten met een totale duur van minstens zes maanden in de loop van de twaalf maanden na de ondertekening van het eerste arbeidscontract, met uitsluiting van de startbaan- en instapbetrekkingen.

*HOOFDSTUK V. — Maatregelen betreffende sociale economie**Afdeling 1. — Inschalingsbedrijf*

Art. 19. In afwijking van artikel 20 van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven en van artikel 18, § 1 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven bedraagt de intensiteit van de steun niet meer dan 50 % van de loonkosten over een periode van maximaal 18 maanden vanaf de indienstneming van een kwetsbare werknemer, of over een periode van maximaal 30 maanden vanaf de indienstneming van een uiterst kwetsbare werknemer, wanneer de maanden juni 2020 tot en met september 2020 geheel of gedeeltelijk in die maximumperioden zijn opgenomen.

De maanden juni 2020 tot en met september 2020 worden niet in aanmerking genomen bij de vaststelling van de in het eerste lid bedoelde loonkosten.

Art. 20. In afwijking van artikel 18, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, komen de bewijzen van de toekenning van honderd procent van de subsidie bedoeld in artikel 19 van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, overeen met de betaling van de loonkosten over een periode van achttien maanden vanaf de datum van aanwerving van een kwetsbare werknemer en over een periode van dertig maanden voor een uiterst kwetsbare werknemer, wanneer de maanden maart tot en met augustus 2020 geheel of gedeeltelijk in deze perioden zijn opgenomen.

Afdeling 2. — Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel

Art. 21. Voor de toepassing van artikel 2 van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S.", omvat het sociaal vervoer, tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020, het vervoer van goederen ten behoeve van de begunstigden bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S."

Het in het eerste lid bedoelde vervoer van goederen omvat het vervoer, ten behoeve van de begunstigden, van levensmiddelen en basisbenodigdheden, alsmede het vervoer van wasgoed.

Art. 22. In afwijking van artikel 11, § 1, lid 1, 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S.", wordt het bedrag van de toelage met betrekking tot het jaar 2020, bedoeld in artikel 11, § 1, lid 1, 3 en 4, van hetzelfde besluit berekend op basis van het jaar 2020, exclusief de maanden juni tot en met augustus 2020, gedeeld door twee en vermenigvuldigd met vier indien het aldus verkregen bedrag groter is dan het bedrag dat op basis van alle maanden van het jaar 2020 wordt verkregen.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 23. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juni 2020 met uitzondering:

1° van de artikelen 3 en 7 die uitwerking hebben op 1 mei 2020;

2° van de artikelen 10, 16, 18 en 22 die uitwerking hebben op 1 januari 2020.

Art. 24. De Minister van Tewerkstelling, Vorming, belast met de Sociale Economie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/41834]

18 JUNI 2020. — Besluit nr. 2020/036 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de tijdelijke uitbreiding van het in het kader van de organisatie van de elektriciteits- en gasmarkten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingevoerde statuut van beschermde afnemer

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 maart 2020 om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, artikel 2;

Gelet op de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkheidskansenwet, artikel 2, § 3, 5°;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op advies 67.467/3 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2020 met toepassing van artikel 84, § 1, 3° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid wordt ingegeven door de volgende elementen:

- Elektriciteit en gas zijn basisbehoeften en derhalve is het noodzakelijk om er in voldoende kwantiteit en kwaliteit toegang toe te hebben om een waardig leven te kunnen leiden;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/41834]

18 JUIN 2020. — Arrêté n°2020/036 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'extension temporaire du statut de client protégé mis en place dans le cadre de l'organisation des marchés de l'électricité et du gaz en Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'Ordonnance du 19 mars 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 2 ;

Vu l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances, l'article 2, § 3, 5° ;

Vu l'urgence ;

Vu l'avis 67.467/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2020 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'urgence est motivée par les éléments suivants :

- L'électricité et le gaz sont des biens de première nécessité et qu'il est donc nécessaire d'y avoir accès en quantité et qualité suffisantes pour mener une vie digne ;